

REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Unité - Dignité - Travail



MINISTRE DES FINANCES ET DU BUDGET



DIRECTION GENERALE DU TRESOR
ET DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE



RAPPORT DE GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE

EXERCICE 2025



Réalisé par la

DIRECTION DE LA DETTE ET DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT

AOÛT 2026

SOMMAIRE

SOMMAIRE.....	2
MOT DU MINISTRE CHARGÉ DES FINANCES ET DU BUDGET	3
SIGLES ET ABREVIATIONS	4
LISTE DES GRAPHIQUES	6
EVOLUTION DES CHIFFRES CLES DE LA DETTE	7
CHIFFRES CLES DE LA DETTE PUBLIQUE (2025).....	8
SYNTHESE DES FAITS MARQUANTS DE LA DETTE PUBLIQUE EN 2025	9
INTRODUCTION.....	10
I- ENVIRONNEMENT MACROECONOMIQUE ET LES FAITS MARQUANTS DE LA GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE	13
II- LES OPERATIONS D'EMPRUNTS	17
III-STRUCTURE DU PORTEFEUILLE DE LA DETTE PUBLIQUE	23
IV. DETTES DES ENTREPRISES ET ETABLISSEMENTS PUBLICS	33
V- INDICATEURS DE COUTS ET RISQUES DU PORTEFEUILLE DE DETTE PUBLIQUE	39
VI-VIABILITE DE LA DETTE PUBLIQUE	45
CONCLUSION	52
NOTE METHODOLOGIQUE & GLOSSAIRE	55
ANNEXES.....	60

Mot du Ministre Chargé des Finances et du Budget

C'est avec un engagement constant envers la transparence et la redevabilité que je présente ce rapport sur la gestion de la dette publique de la République Centrafricaine au titre de l'exercice 2025.

L'année 2025 s'est inscrite dans un contexte international marqué par des incertitudes économiques persistantes, des tensions géopolitiques et des conditions de financement particulièrement contraignantes pour les pays en développement en général et la République Centrafricaine en particulier.



Dans cet environnement, une gestion rigoureuse de la dette publique est essentielle pour préserver la stabilité des finances publiques, soutenir le développement économique et social et protéger les intérêts des générations présentes et futures.

Face à ces défis, le Gouvernement a poursuivi ses efforts de consolidation des finances publiques et de renforcement de la gouvernance de la dette.

Notre politique d'endettement vise à mobiliser les ressources nécessaires au financement des priorités nationales, tout en préservant la soutenabilité de la dette.

Elle privilégie notamment la recherche de financements à des conditions soutenables, l'amélioration des outils de gestion et d'analyse de la dette et une meilleure maîtrise des coûts et des risques associés au portefeuille de l'État ainsi que le renforcement de la transparence dans la publication des informations relatives aux engagements financiers de l'État.

La publication du présent rapport s'inscrit dans cette dynamique. Il a pour objectif de mettre à la disposition des citoyens, des investisseurs, des partenaires techniques et financiers une information fiable, exhaustive et accessible sur l'évolution de la dette publique au cours de l'exercice 2025, notamment les nouveaux engagements, les décaissements, le service de la dette, l'encours et la structure du portefeuille. Il rend également compte des engagements des entreprises et établissements publics ainsi que des dettes de la Mairie de Bangui et apporte des éléments d'appréciation sur le coût, les risques et la soutenabilité de la dette à moyen terme.

Je tiens à exprimer ma reconnaissance à l'ensemble des équipes de la Direction de la Dette et du Portefeuille de l'État, ainsi qu'à toutes les administrations, institutions et partenaires qui ont contribué à la production de ce document.

Je formule le vœu que ce rapport contribue à une meilleure compréhension des enjeux, des défis et des perspectives liés à la gestion de la dette publique.



Hervé NDOBA

SIGLES ET ABREVIATIONS	
AFD	Agence Française de Développement
ALSF	Facilité Africaine de Soutien Juridique
AVD	Analyse de Viabilité de la Dette
BAD	Banque Africaine de Développement
BADEA	Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique
BARC	Bureau d’Affrètement Routier Centrafricain
BEAC	Banque des Etats de l’Afrique Centrale
BTA	Bons de Trésor Assimilables
BTA26	Bons de Trésor Assimilables 26 semaines
BTA52	Bons de Trésor Assimilables 52 semaines
CEMAC	Communauté Economique et Monétaire en Afrique Centrale
CNDP	Comité National de la Dette Publique
CTD	Commission Technique de la Dette
DDPE	Direction de la Dette et du Portefeuille de l’Etat
DTS	Droits de Tirage Spéciaux
EPA	Etablissement Public Administratif
EPIC	Etablissement Public Industriel et Commercial
EUR	Euro
FMI	Fonds Monétaire International
FAD	Fonds Africain de Développement
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
FSD	Fonds Saoudien de Développement
IDA	Association internationale de développement
KWD	Dinar Koweïtien
OFID	Fonds de l’OPEP pour le Développement International
OTA	Obligations du Trésor Assimilables
ONM	Office National du Matériel
PIB	Produit Intérieur Brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PPP	Partenariat Public Privé
RCA	République Centrafricaine
SAR	Riyal Saoudien
SVT	Spécialiste en Valeurs du Trésor
SYGADE	Système de Gestion et d’Analyse de la Dette
USD	Dollar Américain

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Agrégats macroéconomiques de la RCA (2024-2029).....	16
Tableau 2 : Répartition des décaissements effectués sur emprunts extérieurs par secteur économique .	18
Tableau 3 : situation détaillée des montants décaissés et non décaissés sur emprunts extérieurs (Mds XAF)	20
Tableau 4 : Évolution de l'encours des Valeurs du Trésor	21
Tableau 5 : Point des émissions de Bons et Obligations du Trésor en 2025 (Mds FCFA)	21
Tableau 6 : synthèse des principales interventions sur le marché des Titres Publics (2025)	22
Tableau 7 : Evolution du service prévisionnel de la dette (Mds FCFA)	24
Tableau 8: Evolution des règlements du service de la dette publique (Mds FCFA).....	26
Tableau 9 : Encours, arriérés et stock de la dette à fin 2025 (Mds FCFA) (bis).....	27
Tableau 10 : Evolution de l'encours (Mds FCFA)	27
Tableau 11 : Situation des arriérés à fin 2025 (Mds FCFA)	28
Tableau 12: Evolution des arriérés (en milliards FCFA)	28
Tableau 13 : Structure de la dette extérieure.....	31
Tableau 14: Evolution du stock de la dette publique par devise (en % du total)	31
Tableau 15 : Structure de la dette intérieure par créancier	32
Tableau 16 : Situation des contributions (Mds FCFA)	34
Tableau 17 : Situation des dettes des sociétés (Mds FCFA).....	34
Tableau 18 : Dettes des Etablissements Publics (Mds FCFA)	35
Tableau 19 : Evolution des Dettes des EEP (Mds FCFA)	35
Tableau 20 : Situation des créances (Mds FCFA)	35
Tableau 21 : Evolution des résultats des Sociétés (en milliards FCFA)	36
Tableau 22 : Situation des dividendes (Mds FCFA)	36
Tableau 23 : Situation des dettes croisées (Mds FCFA)	37
Tableau 24 : Situation des dettes des Entreprises Publiques à l'égard des organismes sociaux (Mds FCFA).....	37
Tableau 25 : Dettes de la Mairie de Bangui (Mds FCFA).....	38
Tableau 26 : Composition du portefeuille par devises	42
Tableau 27 : Tableau comparatif des coût et risque du portefeuille à fin 2025 et la cible SDMT (2025-2027)	44
Tableau 28 : Ratios d'endettement extérieur (fin 2025).....	47
Tableau 29 : Évolution des ratios de liquidité et de solvabilité	48
Tableau 30 : Facteurs explicatifs de la dynamique.....	50
Tableau 31 : Récapitulatifs des formations par thématique	51

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1: Projection du taux de croissance du PIB réel en % (2024-2029)	15
Graphique 2 : Evolution des décaissements sur emprunts extérieurs	18
Graphique 3 : Evolution du service de la dette	24
Graphique 4: Situation des règlements au 31 décembre 2025 par créanciers	25
Graphique 5 : Evolution des règlements du service de la dette publique.....	26
Graphique 6: Evolution du service prévisionnel et règlements effectifs	26
Graphique 7 : Répartition encours et arriérés	27
Graphique 8 : Evolution de l'encours de la dette publique (Mds FCFA).....	28
Graphique 9 : Evolution des arriérés de la dette publique	29
Graphique 10 : Evolution du Stock global (2023-2025)	29
Graphique 11: structure de la dette extérieure bilatérale.....	31
Graphique 12 : structure de la dette extérieure multilatérale.....	31
Graphique 13 : Composition du portefeuille par devises	32
Graphique 14: structure de la dette intérieure	32
Graphique 15 : Evolution des résultats d'exercice	36
Graphique 16 : Dividendes perçus par l'Etat (2025)	37
Graphique 17 : Profil de remboursement de la dette	40
Graphique 18: Profil de remboursement du principal et intérêts de la dette publique à fin décembre 2025	41
Graphique 19 : Profil de remboursement des Titres Publics	41
Graphique 20: Composition du portefeuille par devises	42
Graphique 21 : Indicateurs de la dette extérieure selon divers scenarios 2026-2036.....	46
Graphique 22 : Indicateurs de la dette publique selon divers scenarios 2026-2036	47
Graphique 23: Evolution des ratios de liquidité.....	48
Graphique 24 : Trajectoire de la dette.....	50

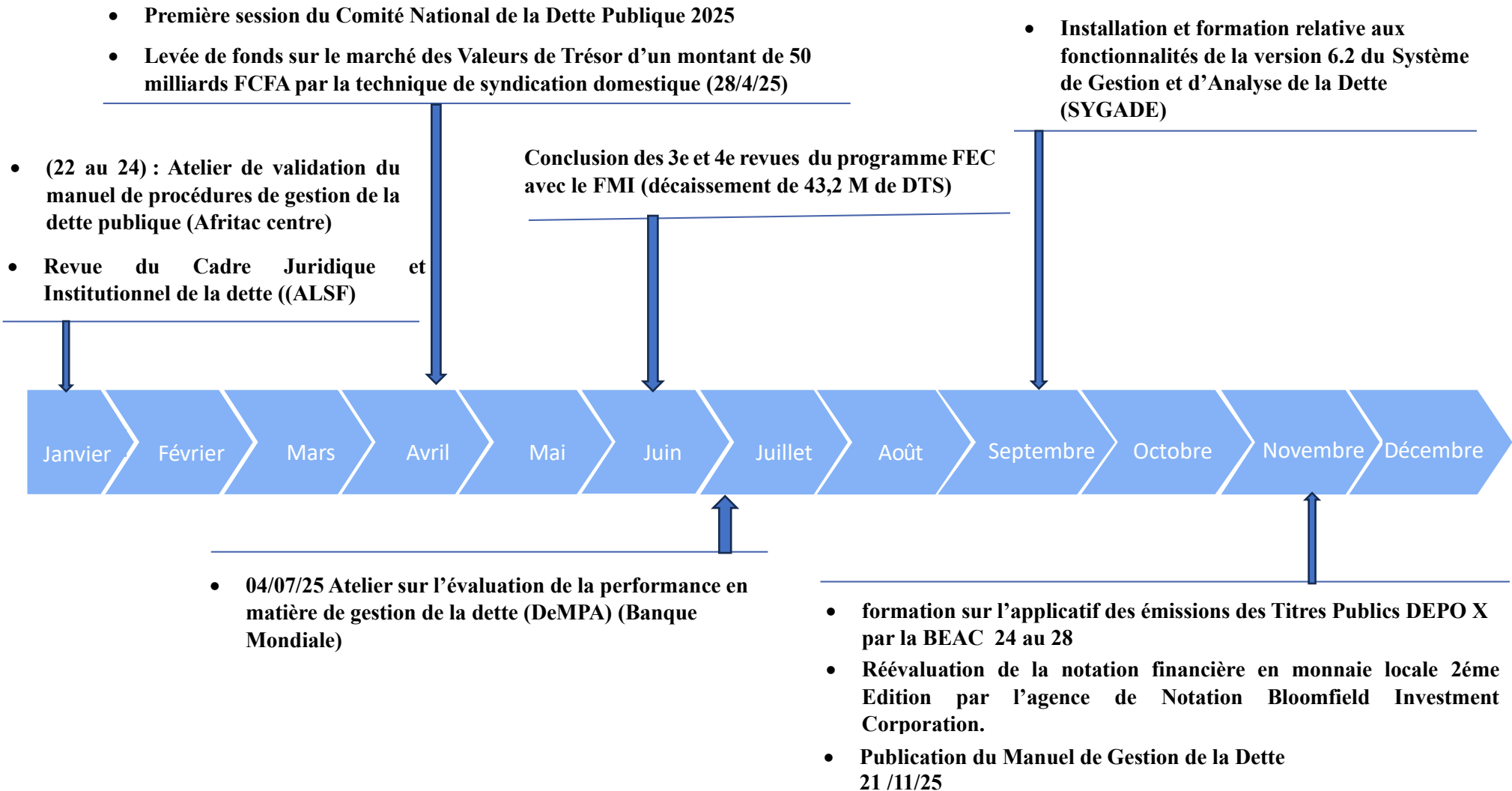
EVOLUTION DES CHIFFRES CLES DE LA DETTE

Indicateurs	2023	2024	2025
1- Stock de la dette (en milliards de FCFA)			
Dette publique	900,97	997,33	1 091,04
<i>Dette extérieure</i>	353,75	361,29	529,07
<i>Dette intérieure</i>	547,22	636,04	561,97
2-Taux d'endettement (en pourcentage du PIB)			
Dette publique (stock)	56,49	58,59	60,44
<i>Dette extérieure</i>	22,18	21,22	29,31
<i>Dette intérieure</i>	34,31	37,36	31,13
3-Evolution des ratios de solvabilité (en pourcentage)			
Service de la dette (en % des recettes publiques) <= 20%	25,35	33,15	33,13
<i>Service de la dette (en % des recettes intérieures propres) <=20%</i>	43,83	53,82	50,29
<i>Service de la dette en devise en % des recettes d'exportation</i>	N/D	N/D	N/D
4-Risques liés au portefeuille de la Dette (en pourcentage)			
<i>Part de la dette exposée aux fluctuations du taux de change</i>	38,00	35,70	40,40
5-Structure de la dette Publique			
Dette extérieure par type de créanciers (en pourcentage)			
Multilatéraux	29,84	32,00	54,19
Bilatéraux	70,16	68,00	45,81
Part de la dette publique par source (en pourcentage)			
Dette extérieure	39,26	36,23	48,61
Dette intérieure	60,74	63,77	51,39
Structure en devise (en pourcentage)			
\$US	50,66	50,72	13,00
DTS	20,78	27,38	69,00
CNY	1,52	3,14	1,00
EUR	1,28	2,38	3,00
Autres	25,76	16,38	14,00
PIB (en Milliards de FCFA)	1 594,80	1 702,30	1 805,30

CHIFFRES CLES DE LA DETTE PUBLIQUE (2025)

Décaissement sur emprunt	Extérieur: 48,60 Milliards FCFA
Emission des Titres Publics	OTA: 154,95 Milliards FCFA BTA: 11,60 Milliards FCFA
Encours de la Dette publique	Extérieur: 381,33 Milliards FCFA Intérieur: 544,93 Milliards FCFA
Règlements	Principal: 65,19 Milliards FCFA Intérêts: 21,54 Milliards FCFA
Taux d'intérêt moyen pondéré de la dette publique	Extérieur: 0,85 % Intérieur: 5,07 %
Durée Moyenne d'échéance du portefeuille de la dette publique	Extérieur: 7,2 ans Intérieur: 4,6 ans
Taux d'endettement en % PIB	Extérieur: 29,31 Intérieur: 31,13
PIB:	1 805,3

SYNTHESE DES FAITS MARQUANTS DE LA DETTE PUBLIQUE EN 2025





INTRODUCTION

La gestion de la dette publique constitue une composante essentielle de la politique budgétaire et financière de l'État. Elle vise à couvrir les besoins de financement du Gouvernement au moindre coût possible, dans des conditions compatibles avec un niveau de risque prudent et maîtrisable, tout en contribuant au financement des priorités de développement économique et social du pays.

En effet, la Direction de la Dette et du Portefeuille de l'État (DDPE) élabore annuellement le rapport de gestion de la dette publique afin de rendre compte de la situation et de l'évolution du portefeuille de la dette de la République Centrafricaine, ainsi que des principales opérations réalisées au cours de l'exercice sous revue.

Ce rapport porte sur l'exercice 2025 et a pour objectif de fournir aux autorités publiques, au Parlement, aux partenaires techniques et financiers, aux investisseurs, aux acteurs économiques et aux citoyens une information fiable, transparente, structurée et accessible sur la dette publique et sa gestion.

Il présente notamment les nouveaux engagements et les décaissements enregistrés au cours de l'exercice, les émissions de titres publics, le service et les règlements de la dette, l'évolution de l'encours et du stock ainsi que la structure du portefeuille. Il analyse également les principaux indicateurs de coût et de risque, le profil de remboursement, les arriérés, la dette des entreprises et établissements publics et, dans la mesure des informations disponibles, les engagements des collectivités territoriales et autres passifs susceptibles d'avoir une incidence sur les finances publiques.

Une attention particulière est accordée à l'identification des vulnérabilités du portefeuille ainsi qu'à l'analyse de la viabilité et de la soutenabilité de la dette à moyen terme.

Les statistiques présentées dans ce rapport sont principalement issues du Système de gestion et d'analyse de la dette (SYGADE) et sont arrêtées au 31 décembre 2025. Les flux couvrent la période du 1er janvier au 31 décembre 2025. Les données issues de l'AVD FMI-Banque mondiale de juin 2025 sont utilisées à des fins d'analyse et de projection. Elles sont complétées, si nécessaire par les informations communiquées par le Trésor, la BEAC, les administrations publiques, les entreprises et établissements publics et les autres organismes concernés. Les concepts, définitions, classifications, conventions de valorisation et périmètre statistique retenus sont précisés dans les notes méthodologiques et les annexes du rapport.

Le rapport distingue notamment l'encours, correspondant aux engagements restant à rembourser, des arriérés, correspondant aux obligations de paiement échues et non réglées, et du stock de dette, qui résulte de leur agrégation selon le périmètre statistique retenu. Cette distinction vise à assurer une lecture cohérente des principaux indicateurs et à faciliter la comparaison dans le temps.

Au-delà de sa fonction statistique, le présent rapport constitue un outil de transparence, de redevabilité et d'aide à la décision. Il vise à renforcer la compréhension de la situation de la dette publique, à éclairer les choix de financement de l'État et à favoriser un dialogue régulier entre les pouvoirs publics, les partenaires au développement, les investisseurs et les citoyens.

Son élaboration s'inscrit dans le respect des bonnes pratiques internationales en matière de statistiques et de gestion de la dette publique, notamment celles relatives à la qualité,

à la couverture, à la comparabilité, à la transparence et à la diffusion régulière de l'information sur la dette publique.

Au terme de l'exercice 2025, la gestion de la dette publique s'est inscrite dans un contexte marqué par la nécessité de mobiliser des ressources pour financer les priorités de l'État, tout en préservant la soutenabilité des finances publiques. Les ressources mobilisées au titre des emprunts et financements de l'État se sont élevées à 215,15 milliards de FCFA, contre 192,80 milliards de FCFA en 2024, soit une progression de 11,59 %. Cette mobilisation a principalement reposé sur les émissions de titres publics, pour 166,55 milliards de FCFA, complétées par les décaissements au titre notamment de la Facilité élargie de crédit (FEC) du FMI, de l'Agence française de développement (AFD) et d'autres partenaires extérieurs.

Les règlements effectués au titre du service de la dette se sont établis à 86,73 milliards de FCFA, contre 85,01 milliards de FCFA en 2024, soit une hausse de 2,02 %. Le taux d'exécution du service de la dette a atteint 94,60%, pour un montant prévisionnel de 91,68 milliards de FCFA.

À fin décembre 2025, le stock de la dette publique s'est établi à 1 091,04 milliards de FCFA contre 997,33 milliards de FCFA en 2024, soit une progression de 9,40 %. Il est composé de 529,07 milliards FCFA de dette extérieure (48,61 %) et de 561,97 milliards FCFA de dette intérieure (51,39 %). Cette évolution reflète notamment la mobilisation de ressources sur le marché régional des titres publics ainsi que les nouveaux décaissements extérieurs, notamment au titre de la FEC du FMI et des financements de l'AFD.

Le taux d'endettement public est passé de 58,60 % du PIB en 2024 à 60,44 % en 2025, soit une hausse de 1,84 point et demeure inférieur au seuil communautaire de 70 % du PIB applicable dans le cadre de la surveillance multilatérale de la CEMAC. Toutefois, l'évolution du stock, le niveau des arriérés et la pression du service de la dette sur les ressources budgétaires appellent à la poursuite d'une gestion prudente et rigoureuse de l'endettement.

Le présent Rapport de gestion de la dette publique au titre de l'exercice 2025 s'articule autour des axes principaux : (i) l'environnement macroéconomique et les faits marquants de la gestion de la dette au cours de l'exercice 2025; (ii) les opérations d'emprunt ; (iii) la structure du portefeuille de la dette publique ; (iv) les dettes des Entreprises et Etablissements Publics ; (v) l'analyse des coûts et des principaux risques du portefeuille ; et (vi) l'évaluation de la viabilité et de la soutenabilité de la dette ainsi que les perspectives à moyen terme.

**I- ENVIRONNEMENT MACROECONOMIQUE
ET LES FAITS MARQUANTS DE LA GESTION
DE LA DETTE PUBLIQUE**

I.1. Environnement économique et financier international

Conjoncture mondiale

L'environnement économique mondial est marqué par des incertitudes persistantes, liées notamment aux tensions géopolitiques, au resserrement des conditions financières internationales, à la fragmentation du commerce mondial et aux effets différés des chocs inflationnistes postpandémie. Selon les perspectives du FMI, la croissance mondiale devrait ralentir progressivement, passant de 3,3% en 2025 pour s'établir autour de 3,1 % en 2026, avec une décélération plus marquée dans les économies avancées, tandis que les pays émergents et en développement maintiennent une dynamique relativement plus robuste.

La croissance mondiale du PIB s'est établie à 3,3 % en 2025, comme en 2024, soutenu par les économies émergentes.

- **Dans la Zone Euro** : la croissance du PIB réel a atteint 1,4 % en 2025, contre 0,9 % un an plus tôt, soutenue essentiellement par l'accroissement des dépenses militaires en Europe et l'expansion budgétaire en Allemagne. Aussi, la bonne tenue du marché du travail et la progression des revenus réels ont dopé la consommation finale et renforcé cette croissance économique.
- **Aux États-Unis** : l'activité économique a reculé avec un taux de croissance du PIB réel à 2,1 % en 2025, contre 2,8 % en 2024, en relation essentiellement avec les relèvements des droits de douane et la détérioration du marché de l'emploi.

L'inflation mondiale a reculé de 5,8 % en 2024 à 4,1 % en 2025, sous l'effet de la baisse des tensions sur le marché du travail et du repli des prix de l'énergie.

- **Dans l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA)**, l'activité économique a été robuste en 2025, avec une croissance du PIB réel qui a atteint 6,7 %, après 6,2 % en 2024. Cette croissance a été portée par l'accélération de la consommation finale, notamment celle des ménages, ainsi que par la poursuite des investissements dans les infrastructures socioéconomiques.
- Sur le front des prix, le taux d'inflation a poursuivi sa tendance baissière, pour s'établir à 0,2 % en 2025, contre 3,5 % en 2024. Cette détente des prix a été induite par (i) l'augmentation de l'offre locale de produits céréaliers, (ii) la baisse des prix des produits énergétiques et alimentaires importés et (iii) la réduction des prix du carburant à la pompe dans certains pays membres de l'Union.

I.2. Environnement économique et financier de la zone CEMAC

La BEAC a anticipé une croissance du PIB réel de 2,4 % en 2025, en baisse de 2,7 % par rapport à l'année 2024. Ce ralentissement est attribué à la contraction du secteur pétrolier, qui devrait enregistrer une baisse de -1,5 % après une légère contraction de -0,4 % l'année précédente. En revanche, le secteur non pétrolier devrait progresser de 3,2 %, soutenu par la reprise des services, de la construction et de l'agriculture.

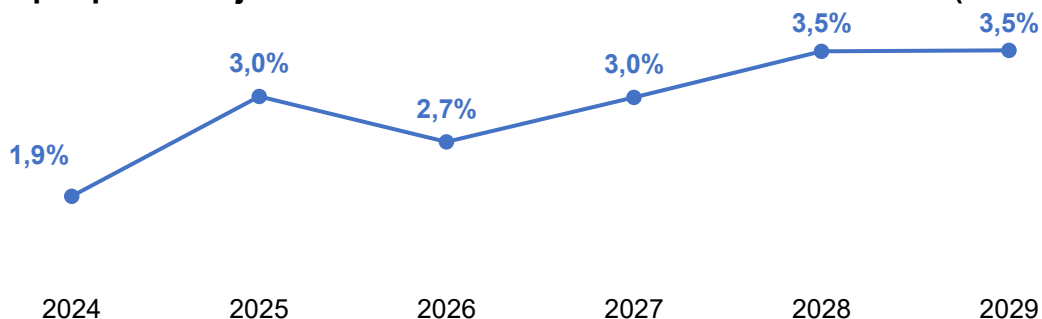
Le taux d'inflation est revenu à 2,2 % en 2025, après avoir atteint 4,1 % en 2024 soit un niveau inférieur à la norme communautaire de 3 %. Cette baisse est due à la normalisation des prix alimentaires et à une politique monétaire prudente.

La masse monétaire s'est accrue pour atteindre 22 026,8 milliards, tandis que le taux de couverture extérieure de la monnaie est revenu de 74,9 % en 2024 à 67,0 % en 2025 couvrant 4,25 mois d'importations.

I.3. Environnement économique et financier national et perspectives 2026

La croissance du PIB réel centrafricain devrait s'établir à 2,7 % en 2026¹, contre 3,0 % en 2025 et 1,9 % en 2024. Ce ralentissement traduit principalement la matérialisation de chocs exogènes : l'intensification du conflit au Moyen-Orient, la fermeture du détroit d'Ormuz et la perturbation de la chaîne d'approvisionnement en hydrocarbures qui en résulte, ainsi que le durcissement des conditions de financement. Sur le plan interne, la fermeture attendue de plusieurs bases de la MINUSCA et l'arrivée à échéance, en juin 2026, du programme appuyé par la Facilité élargie de crédit (FEC) du FMI pèsent également sur l'activité économique.

Graphique 1: Projection du taux de croissance du PIB réel en % (2024-2029)



Plusieurs facteurs atténuent néanmoins ce ralentissement. Cela inclut notamment l'embellie du cours mondial de l'or et la hausse de la production du sous-secteur aurifère qui en résulte, la poursuite des travaux d'infrastructures dans le cadre du projet Corridor 13 financé par la Banque africaine de développement, l'amélioration progressive de l'accès à l'électricité, le déploiement de la 4G et des services de mobile money dans certaines villes, ainsi que les ajustements visant à stabiliser les prix des produits pétroliers.

Le scénario de référence retient une normalisation progressive de l'environnement international à partir de 2027. Cela permettrait à la République Centrafricaine de se rapprocher des objectifs du Plan national de développement (PND) 2024-2028. La croissance réelle se redresserait ainsi à 3,0 % en 2027, puis à 3,5 % en 2028, avant de se stabiliser à ce niveau en 2029 et de s'y maintenir sur l'ensemble de l'horizon de projection. Il convient de souligner que le taux de croissance de long terme ainsi retenu (3,5 %) est équivalent au taux de croissance démographique.

L'inflation devrait rebondir à 3,3 % en moyenne annuelle en 2026, dépassant ainsi le seuil de surveillance multilatérale de la CEMAC fixé à 3,0 %. Cette accélération est principalement imputable au renchérissement des produits pétroliers importés consécutif

¹ PIB nominal de 1 805 milliards de FCFA en 2026

à la fermeture du détroit d'Ormuz : selon l'indice harmonisé des prix à la consommation, la fonction « Transports » constitue le principal facteur de l'inflation.

À moyen terme, un processus de désinflation progressive est anticipé, à la faveur de la normalisation des marchés pétroliers internationaux. Sur le long terme, l'inflation convergerait vers 3,0 %, taux retenu comme ancrage de la projection, conformément à l'objectif de stabilité des prix de la BEAC et au critère de convergence de la surveillance multilatérale de la CEMAC.

Tableau 1: Agrégats macroéconomiques de la RCA (2024-2029)

	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Taux de croissance du PIB réel	1.9%	3.0%	2.7%	3.0%	3.5%	3.5%
Déflateur du PIB (%)	2.0%	2.2%	2.7%	3.0%	3.3%	3.3%
Taux de pression fiscale	8.6%	10.1%	10.7%	11.2%	11.7%	12.2%
Solde budgétaire / PIB nominal	-1.8%	-1.5%	-3.7%	-0.7%	0.2%	1.2%
Exportations (en % du PIB)	14.7%	14.9%	13.7%	16.0%	16.2%	15.1%

Sources : MFB,



II- LES OPERATIONS D'EMPRUNTS

2.1- Nouveaux emprunts extérieurs

Dans l'objectif de combler ses besoins de financement, le Gouvernement a signé une convention d'emprunt d'un montant de 25 000 000 Euros (16,40 Mds FCFA) avec l'Agence Française de Développement (AFD) pour une maturité de 15 ans le 21 octobre 2025.

2.2- Décaissements sur emprunts extérieurs

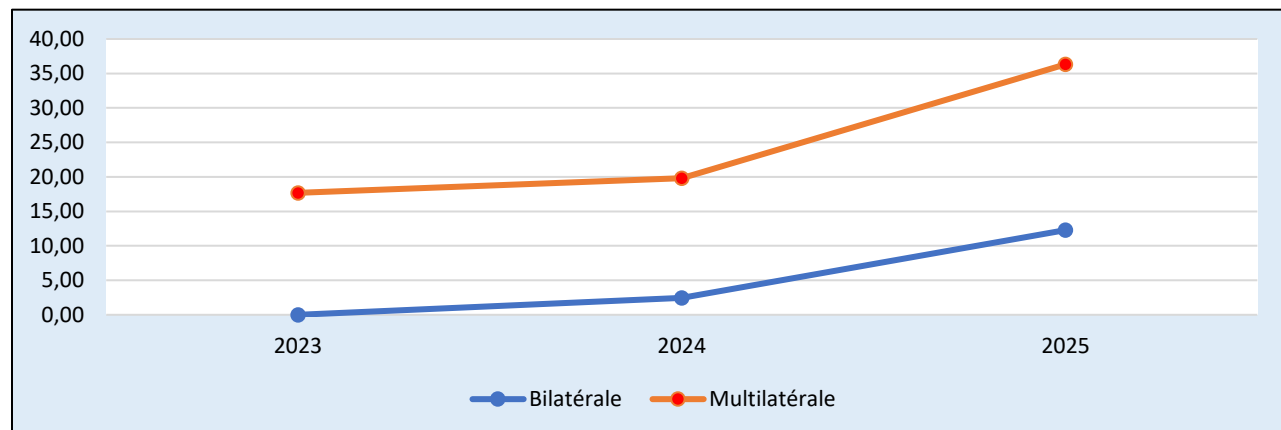
En 2025, le montant global des tirages sur emprunts extérieurs s'élève à 48,57 Mds FCFA contre 7,45 Mds FCFA en 2024. Ils proviennent notamment de : FMI-FEC (34,92 Mds FCFA), l'Arabie Saoudite (2,44 Mds FCFA), l'AFD (9,84 Mds FCFA), FIDA (1,2 Md FCFA) et la BADEA (0,17 Md FCFA). Cette hausse est due au reclassement du FMI-FEC dans la dette extérieure. Le tableau ci-dessous indique les secteurs économiques cibles de ces décaissements

Tableau 2 : Répartition des décaissements effectués sur emprunts extérieurs par secteur économique

N°	Créanciers	Montant (Mds FCFA)	Secteurs économiques des prêts
1	FMI-FEC	34,92	Appui budgétaire
2	Arabie Saoudite	2,44	Réhabilitation route aéroport Bangui M'poko/éclairage voie publique
3	AFD (France)	9,84	Appui aux finances publiques
4	FIDA	1,2	Projet de relance de la production agropastorale dans les savanes (PREPAS)/Projet de renforcement de la productivité et l'accès aux marchés des produits agropastoraux dans la savane (PRAPAM)
5	BADEA	0,17	Projet de développement rural

Source : DDPE — Ministère des Finances et du Budget, RCA

Graphique 2 : Evolution des décaissements sur emprunts extérieurs



2.3- Disponible sur emprunts extérieurs

À l'issue des décaissements effectués au cours de l'exercice, des soldes non encore décaissés demeurent disponibles sur certains emprunts extérieurs. Cette situation s'explique principalement par les conditions et procédures de décaissement, ainsi que par des retards ou contraintes affectant la mise en œuvre des projets financés par ces ressources. Les principaux montants disponibles concernent notamment les financements de la Banque mondiale (78,96 Mds FCFA), de la BADEA (9,60 Mds FCFA), de l'AFD (6,56 Mds FCFA), du FIDA (1,74 Md FCFA) du FAD (2,13 Mds FCFA) et du FMI-FEC (44,59 Mds FCFA) lié aux deux revues (5ème et 6ème).

Le tableau ci-après présente la situation détaillée des montants engagés, décaissés et restant disponibles sur ces emprunts extérieurs.

Tableau 3 : situation détaillée des montants décaissés et non décaissés sur emprunts extérieurs (Mds XAF)

CREANCIER	PRETS	MONTANT DU PRET	OBJET DU PRET	MONTANT DECAISSE	NON DECAISSE	TOTAL DECAISSE
AFD	AFD	16,40	Projet d'appui aux finances publiques	9,84	6,56	9,84
BADEA	BADEA_AEP26	4,51	Projet d'assainissement des villes de Bambari et Bozoum	3,44	1,07	9,60
	BADEA_AEROPORT	7,33	Réhabilitation de la route de l'aéroport Bangui-Mpoko-Centre-ville	0,19	7,15	
	BADEA_POLDEVPMPT	5,64	Projet de développement rural	4,51	1,13	
	BADEA_STE304	1,88	Projet de construction des centres de santé	1,47	0,41	
FAD	FAD_PAREF006	2,18	Programme d'Appui aux Réformes Economiques et Financières (PAREF)	2,13	0,05	2,13
FIDA	FIDA_PRAPAM	1,42	Projet de renforcement de la productivité et l'accès aux marchés des produits agropastoraux dans la savane (PRAPAM)	0,40	1,02	1,74
	FIDA_2000003673	2,49	Projet de relance agro-pastorale	1,34	1,15	
IDA	AID_AGR3586	6,71	Projet de relance agro-pastorale	0,72	5,99	78,97
	AID_BIRD53950	10,58	Projet d'urgence de restauration des services publics	10,39	0,19	
	AID_EMERG54370	3,23	Projet de production	3,17	0,06	
	AID_INF48050	4,04	Projet de financement d'urgence, de réhabilitation des infrastructures urbaines	4,02	0,02	
	AID_STE05134	4,89	Projet multisectoriel de lutte contre le VIH/SIDA	4,48	0,40	
	AID_STE3584	10,75	Projet multisectoriel de lutte contre le VIH/SIDA	10,02	0,73	
	AID_TRA5146	64,32	Projet de facilitation de transport et de transit (CEMAC)	46,16	18,16	
FMI	FMI-FEC	119,16	Appui budgétaire	74,57	44,59	74,57

Source: DDPE — Ministère des Finances et du Budget, RCA

2.4- nouveaux engagements intérieurs

Le recours accru au marché régional a permis de couvrir les besoins de financement de l'État dans un contexte de disponibilité limitée des ressources concessionnelles. Cette évolution accroît toutefois l'exposition du portefeuille au coût de financement et au risque de refinancement. En 2025, les émissions de titres publics retenues s'élèvent à 166,55 milliards FCFA, dont 154,95 milliards d'OTA et 11,60 milliards de BTA

Cette dynamique positive s'explique notamment par :

- la communication régulière avec les acteurs du marché ;
- la tenue régulière des réunions du Cadre Permanent de Concertation entre le MFB, les SVT et la BEAC formalisé par Arrêté N° 564 MFB/DIRCAB/DGTCP du 19 Juin 2023 ;
- le respect des engagements de remboursement de l'État (aucun défaut de paiement sur le marché des valeurs du Trésor de la CEMAC) ;
- la transparence renforcée, illustrée par la publication régulière des données de la dette publique et la note d'information du marché ainsi que la deuxième notation financière en monnaie locale par l'Agence de notation Bloomfield Investment Corporation. A l'issue de cette réévaluation, le comité de notation a reconduit la notation de la RCA aux niveaux suivants :

-Court terme : « B » (Note spéculative), assortie d'une perspective stable ;

-Long terme : « BB+ » (Note spéculative), assortie d'une perspective stable.

Au cours de l'année 2025, le Trésor Public centrafricain a mobilisé 166,55 Mds de FCFA sur le marché des Titres Publics.

Les tableaux ci-après présentent une synthèse des principales interventions du Trésor Public sur le marché des Titres Publics au cours de l'exercice 2025.

Tableau 4 : Évolution de l'encours des Valeurs du Trésor

Indicateur	2024	2025	Variation
Encours des Valeurs du Trésor (Mds FCFA)	275,64	381,94	+106,30
Encours en % du PIB (2025)	16 ,19%	20,69%	+27,79%
Encours en % du stock de la dette intérieure (2025)	42,57%	67,96%	+59,64%

Source : DDPE — Ministère des Finances et du Budget, RCA

Tableau 5 : Point des émissions de Bons et Obligations du Trésor en 2025 (Mds FCFA)

Instruments	Nbre	Taux moy. (%)	Montant annoncé	Soumissions	Montant retenu	Couverture (%)	Absorption (%)
BTA 26	2	6,87	8,00	5,596	5,596	70,00	100,00
BTA 52	2	7,12	10,00	6,020	6,000	60,00	99,67
OTA 2 ans	3	6,00	35,00	34,988	34,988	100,00	100,00
OTA 3 ans	9	6,25	82,50	73,084	68,074	89,00	93,00
OTA 4 ans	5	6,75	47,50	39,107	23,563	82,00	60,00
OTA 5 ans	3	7,00	20,00	15,797	13,312	79,00	84,00
OTA 7 ans	2	7,50	15,00	15,000	15,000	100,00	100,00
TOTAL	26	—	218,00	189,592	166,550	87	—

Source : DDPE — Ministère des Finances et du Budget, RCA

Tableau 6 : synthèse des principales interventions sur le marché des Titres Publics (2025)

Instrument	Montant levé (Mds FCFA)	Part (%)
Obligations du Trésor Assimilables (OTA)	154,95	93,04
Bons du Trésor Assimilables (BTA)	11,6	6,96
Mode d'émission		
Syndication domestique	50	30,02
Adjudication	73,62	44,2
Abondement	42,93	25,78
Indicateurs		
Taux moyen de participation des SVT aux émissions de BTA		22,22
Taux moyen de participation des SVT aux émissions d'OTA		35,56
Taux moyen de coupon des émissions		6,75
Encours des Valeurs du Trésor	381,94	
Encours en % du PIB (2025)		20,69
Encours en % du stock de la dette intérieure (2025)		67,96
Catégorie de détenteurs		
Investisseurs institutionnels		47,78
SVT		32,47
Établissements de crédit non-SVT		18,69
Particuliers		1,06
Composition du réseau des Spécialistes en Valeurs du Trésor (SVT)	Nombre	Établissements
Banques résidentes	3	BPMC, Ecobank Centrafrique, BGFI Bank RCA
Banques non résidentes	7	Afriland First Bank, Ecobank Cameroun, UBA Cameroun, CCA Bank, Union Bank Cameroun, Société Générale Cameroun, BICEC
Particuliers		1,06
Composition du réseau des SVT		
Banques résidentes	3	BPMC, Ecobank Centrafrique, BGFI Bank RCA
Banques non résidentes	7	Afriland First Bank, Ecobank Cameroun, UBA Cameroun, CCA Bank, Union Bank Cameroun, Société Générale Cameroun, BICEC

Source : DDPE — Ministère des Finances et du Budget, RCA

En 2025, l'État a mobilisé 166,55 milliards de FCFA, principalement sous forme d'Obligations du Trésor Assimilables (OTA), représentant 93,04 % des émissions. Les opérations ont été réalisées principalement par adjudication (44,20 %), suivie de la syndication domestique (30,02 %) et de l'abondement (25,78 %).

L'encours des Valeurs du Trésor a progressé de 38,56 %, passant de 275,64 Mds de FCFA en 2024 à 381,94 Mds de FCFA en 2025, confirmant le renforcement du recours au marché régional. Les investisseurs institutionnels détiennent 47,78 % de l'encours et demeurent les principaux détenteurs des Titres Publics.



III-STRUCTURE DU PORTEFEUILLE DE LA DETTE PUBLIQUE

La gestion de la dette publique repose sur plusieurs composantes essentielles qui permettent de suivre son évolution, sa structure et le respect des engagements de l'État.

Ainsi, l'analyse du portefeuille de la dette se structure autour des points suivants :

- le service de la dette ;
- la situation des règlements ;
- les arriérés ;
- l'encours et
- le stock.

3.1- Service prévisionnel de la dette publique

En 2025, le service prévisionnel de la dette publique est estimé à 91,68 Mds FCFA dont 66,73 Mds FCFA au titre du principal et 24,95 Mds FCFA au titre des intérêts. La dette intérieure représente 55,02 % de ce montant, contre 44,98 % pour la dette extérieure.

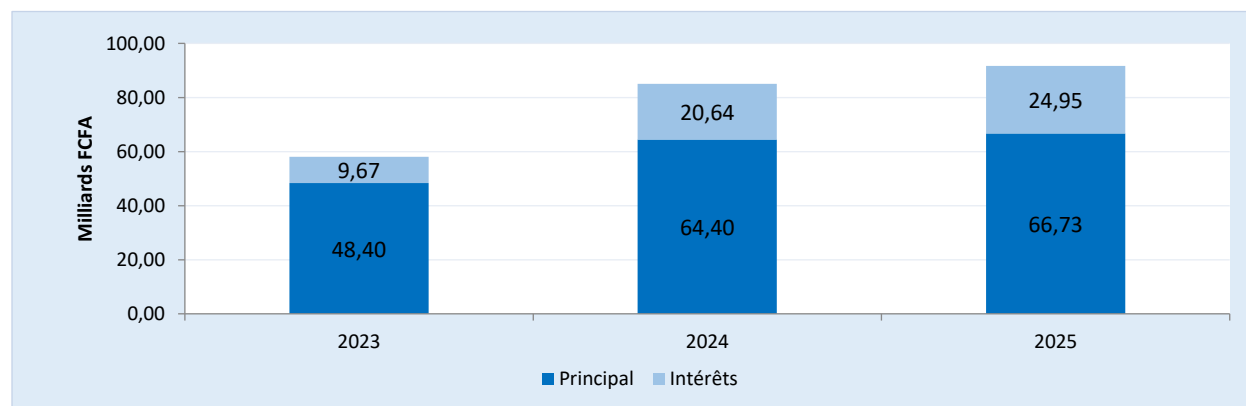
L'évolution du service de la dette présente une hausse de 7,81% en glissement annuel par rapport à 2024, passant de 85,04 Mds FCFA à 91,68 Mds FCFA en 2025.

Tableau 7 : Evolution du service prévisionnel de la dette (Mds FCFA)

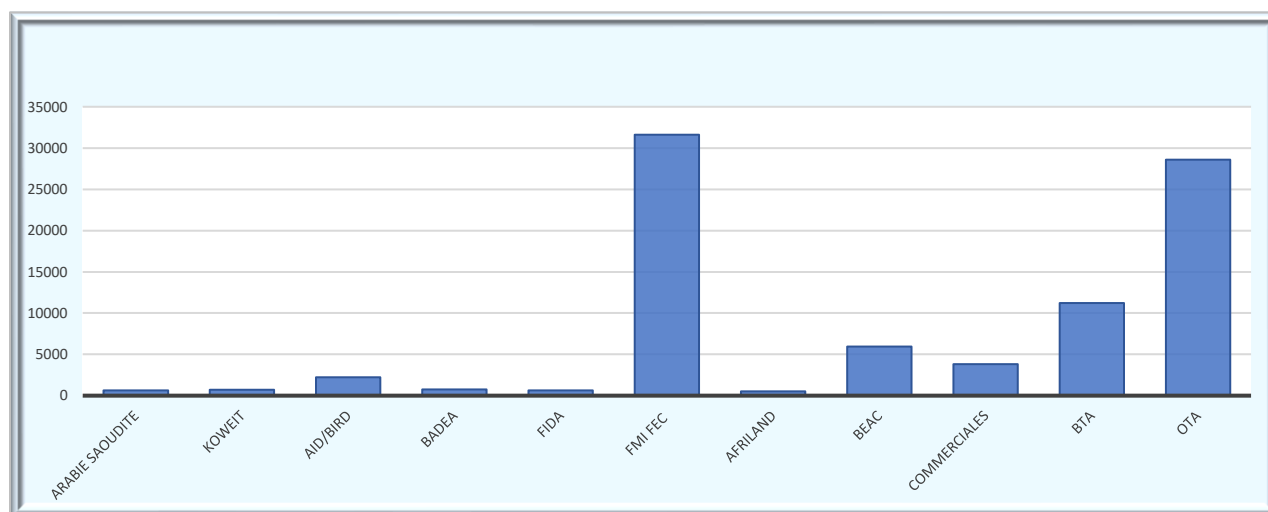
Libellé	2023	2024	2025
DETTE EXTERIEURE	19,65	39,6	41,24
<i>Principal</i>	17,67	32,24	37,62
<i>Intérêts</i>	1,98	7,36	3,62
DETTE INTERIEURE	38,42	45,44	50,44
<i>Principal</i>	30,73	32,16	29,11
<i>Intérêts</i>	7,69	13,28	21,33
TOTAL	58,07	85,04	91,68
<i>Principal</i>	48,4	64,40	66,73
<i>Intérêts</i>	9,67	20,64	24,95

Source : DDPE — Ministère des Finances et du Budget, RCA

Graphique 3 : Evolution du service de la dette



Source : DDPE — Ministère des Finances et du Budget, RCA

Graphique 4: Situation des règlements au 31 décembre 2025 par créanciers

Source : DDPE — Ministère des Finances et du Budget, RCA

3.2- Règlements de la dette

Les règlements de la dette correspondent aux paiements effectifs réalisés par l'État au titre du remboursement du principal et du paiement d'intérêts conformément aux échéances contractuelles.

Le montant global des règlements effectués au titre de l'exercice 2025 s'élève à 86,73 Mds FCFA contre 91,68 Mds FCFA prévus, soit un taux d'exécution de 94,60% réparti comme suit :

- 65,19 Mds FCFA en principal,
- 21, 54 Mds FCFA en intérêts.

Les règlements courants totalisent 86, 52 Mds FCFA, tandis que les règlements d'arriérés s'élèvent à 0, 21 Md FCFA.

La dette intérieure représente 57,73 % du total des paiements effectifs, contre 42,27 % pour la dette extérieure.

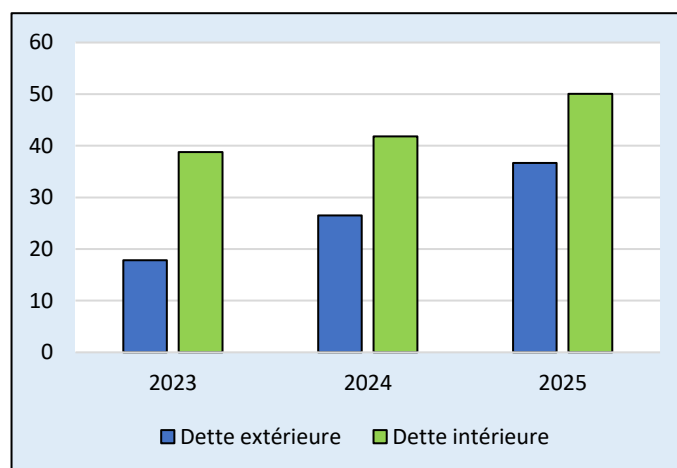
Le volume global des règlements a connu une hausse de 2,02 % par rapport à l'année 2024.

Tableau 8: Evolution des règlements du service de la dette publique (Mds FCFA)

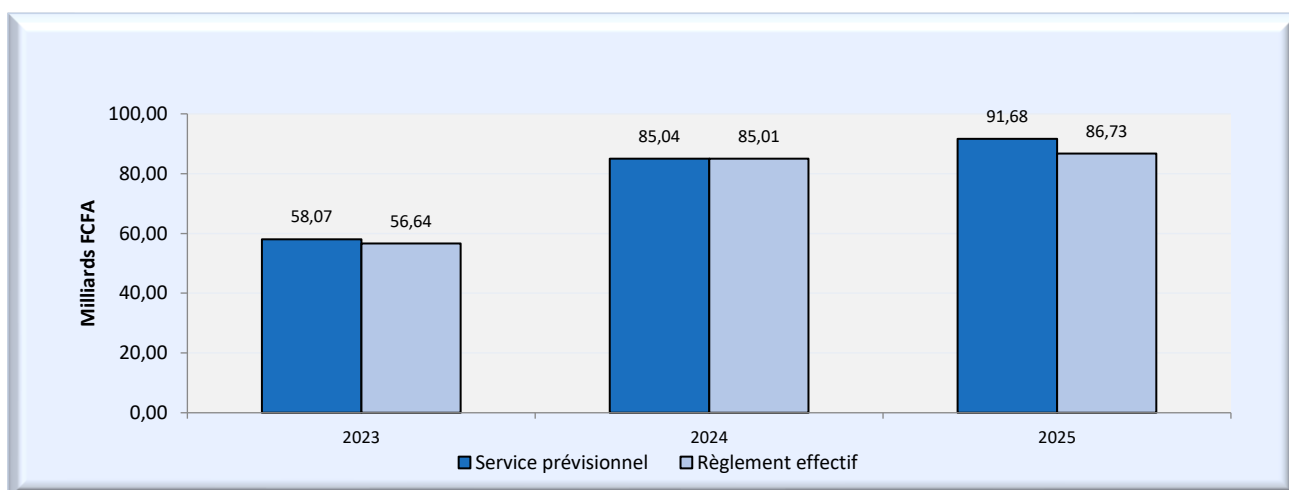
Année	2023	2024	2025
Dettes extérieures	17,84	43,16	36,66
Dettes intérieures	38,80	41,85	50,07
TOTAL	56,64	85,01	86,73

Graphique 5 : Evolution des règlements du service de la dette publique

Source : DDPE — Ministère des Finances et du Budget, RCA



Graphique 6: Evolution du service prévisionnel et règlements effectifs



Source : DDPE — Ministère des Finances et du Budget, RCA

3.3- Encours de la dette publique

Le capital restant dû (non encore remboursé) sur les dettes contractées constitue l'encours.

Il inclut :

- La dette extérieure (multilatérale et bilatérale),
- La dette intérieure (les Titres Publics, la BEAC et les banques commerciales).

L'encours de la dette publique à fin 2025 s'élève à 926,26 Mds FCFA contre 821,00 Mds FCFA en 2024 soit une hausse de 12,82% et représente 51,31% du PIB.

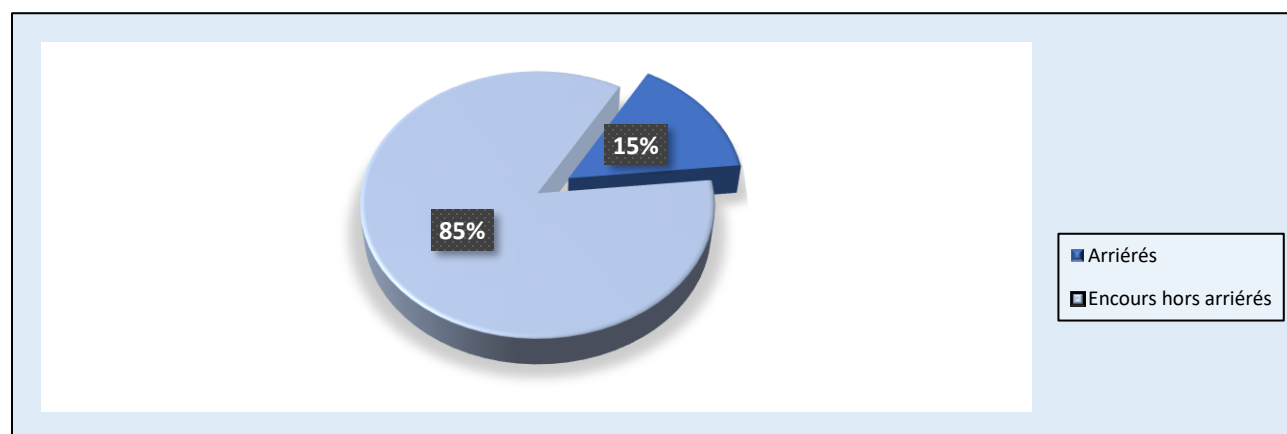
L'encours de la dette extérieure est de 381,33 Mds FCFA et celui de la dette intérieure 544,93 Mds FCFA. À fin 2025, l'encours de la dette de marché s'élève à 381,94 Mds FCFA, dont 5,00 Mds FCFA en BTA et 372,71 Mds FCFA en OTA. L'encours de la dette intérieure est tiré essentiellement par les émissions des Titres Publics tandis que celui de la dette extérieure est dominé par le FMI dû au décaissement dans le cadre du programme FEC ainsi que le prêt de l'AFD.

Tableau 9 : Encours, arriérés et stock de la dette à fin 2025 (Mds FCFA) (bis)

Libellé	Encours	Arriérés	Stock à fin Décembre 2025
DETTE EXTERIEURE	381,33	147,74	529,07
<i>Bilatérale</i>	100,32	142,03	242,35
<i>Multilatérale</i>	281,01	5,71	286,72
DETTE INTERIEURE	544,93	17,04	561,97
TOTAL	926,26	164,78	1 091,04

Source : DDPE — Ministère des Finances et du Budget, RCA

Graphique 7 : Répartition encours et arriérés



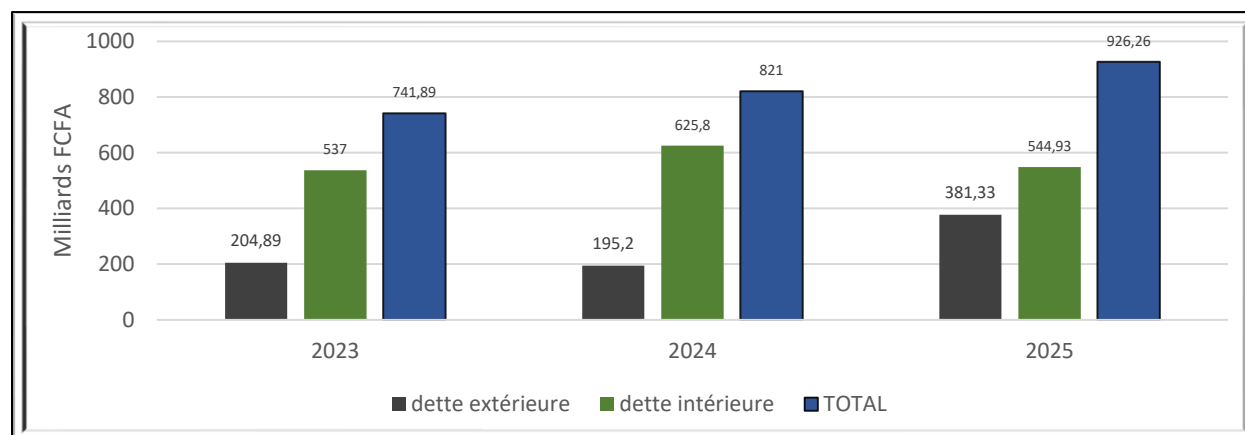
Source : DDPE — Ministère des Finances et du Budget, RCA

Tableau 10 : Evolution de l'encours (Mds FCFA)

Années	2023	2024	2025
<i>dette extérieure</i>	218,83	195,20	381,33 ²
<i>dette intérieure</i>	530,18	625,80	544,93
TOTAL	749,01	821,00	926,26

Source : DDPE — Ministère des Finances et du Budget, RCA

² À compter de 2025, les engagements au titre de la FEC du FMI sont classés dans la dette extérieure conformément au périmètre statistique retenu. Ce reclassement affecte la répartition entre dette intérieure et dette extérieure sans modifier le stock total de la dette publique.

Graphique 8 : Evolution de l'encours de la dette publique (Mds FCFA)

Source : DDPE — Ministère des Finances et du Budget, RCA

3.4- Les arriérés de la dette publique

Les arriérés correspondent au montant du service dû mais non payé à la date d'échéance convenue dans les contrats ou accords.

À fin 2025, les arriérés s'élèvent à 164,78 milliards FCFA, dont 147,74 milliards d'arriérés extérieurs (89,7 %) et 17,04 milliards d'arriérés intérieurs (10,3 %). Le risque lié aux arriérés est donc essentiellement extérieur due à des créanciers bilatéraux qui n'ont pas encore adhéré aux modalités de traitement de la dette dans le cadre de l'Initiative PPTE : Taïwan (59,14%), Argentine (12,89%), Libye et autres créanciers (27,97%). Le Gouvernement compte poursuivre les négociations avec ces créanciers, avec l'appui des partenaires techniques.

À fin 2025, les arriérés représentent 15,10% du stock total de la dette publique ; les arriérés courants s'élèvent à 38,52 Mds FCFA tandis que les arriérés en instance de restructuration s'élèvent à 109,22 Mds FCFA et les arriérés intérieurs s'élèvent à 17,04Mds FCFA. La stratégie doit simultanément poursuivre l'apurement des arriérés historiques et prévenir la constitution de nouveaux arriérés.

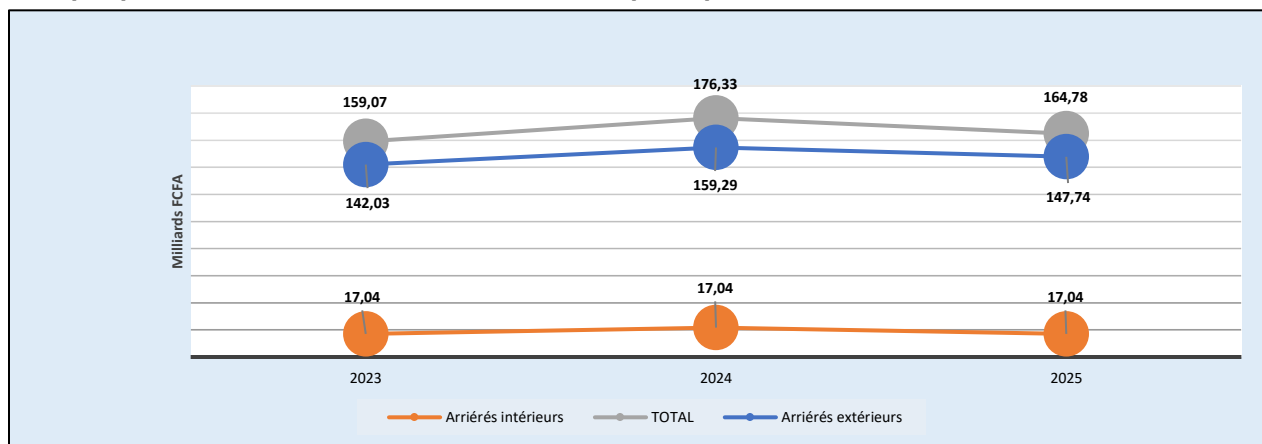
Tableau 11 : Situation des arriérés à fin 2025 (Mds FCFA)

Libellé	Montant (Mds FCFA)	% du total
Arriérés extérieurs	147,74	89,66%
dont bilatéraux	142,03	96,14%
dont multilatéraux	5,71	3,86%
Arriérés intérieurs	17,04	10,34%
dont dettes sociales	15,26	89,55%
Autres dettes	1,78	10,45%
TOTAL ARRIÉRÉS	164,78	100,00%

Source: DDPE — Ministère des Finances et du Budget, RCA

Tableau 12: Evolution des arriérés (en milliards FCFA)

Année	2023	2024	2025
Arriérés extérieurs	134,92	159,29	147,74
Arriérés intérieurs	17,04	17,04	17,04
TOTAL	151,96	176,33	164,78

Graphique 9 : Evolution des arriérés de la dette publique

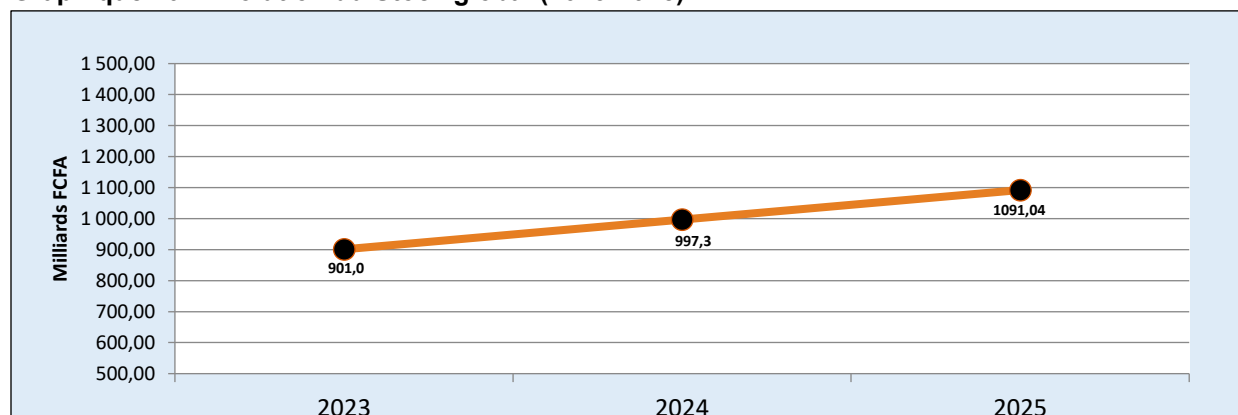
Source : DDPE — Ministère des Finances et du Budget, RCA

3.5- Stock de la dette

Le stock de la dette publique (encours et arriérés) à fin 2025 s'élève à 1 091,04 Mds FCFA contre 997,33 Mds FCFA en 2024, soit une hausse de 9,40%. La dette extérieure s'élève à 529,07Mds FCFA soit 48,61 % du stock total et la dette intérieure se chiffre à 561,97 Mds FCFA soit 51,39 %. La dette extérieure est principalement constituée d'engagements envers les créanciers multilatéraux et bilatéraux, tandis que la dette intérieure est fortement marquée par les titres publics émis sur le marché régional.

La hausse constatée est due principalement à l'augmentation du volume des émissions de Titres Publics, au décaissement du FMI dans le cadre du programme FEC ainsi qu'au décaissement du prêt de l'AFD.

Le taux d'endettement nominal s'établit à 60,44% du PIB (29,31% pour la dette extérieure et 31,13% pour la dette intérieure) en deçà de la norme communautaire de 70% fixée dans la zone CEMAC mais en hausse par rapport à 2024 (58,60%). En valeur actualisée, le taux d'endettement est à 55,29% du PIB soit un montant estimé à 998,17 Mds FCFA, sur la base du PIB nominal 2025 de 1 805,3 Mds FCFA.

Graphique 10 : Evolution du Stock global (2023-2025)

Source : DDPE — Ministère des Finances et du Budget, RCA

3.6- Structure de la dette extérieure

À fin 2025, la dette extérieure s'établit à 529,07 milliards de FCFA, contre 349,82 milliards de FCFA en 2024, soit une hausse de 51,24 %. Cette progression s'explique principalement par le reclassement de la dette envers le FMI au titre de la FEC, pour 173,00 milliards de FCFA, et ne traduit donc pas une augmentation équivalente des nouveaux emprunts extérieurs. Hors effet de reclassement de la FEC, l'encours ressortirait à environ 356,07 milliards de FCFA, soit une progression limitée d'environ 6,25 milliards de FCFA (+1,8 %) par rapport à 2024

La dette extérieure est composée à 54,19 % de dette multilatérale et à 45,81 % de dette bilatérale. Le portefeuille multilatéral comprend principalement les engagements envers les institutions financières internationales, notamment le FMI et la Banque mondiale, tandis que la dette bilatérale est notamment constituée des engagements envers des créanciers tels que l'Inde, la Chine, l'Arabie saoudite, le Koweït et l'Angola.

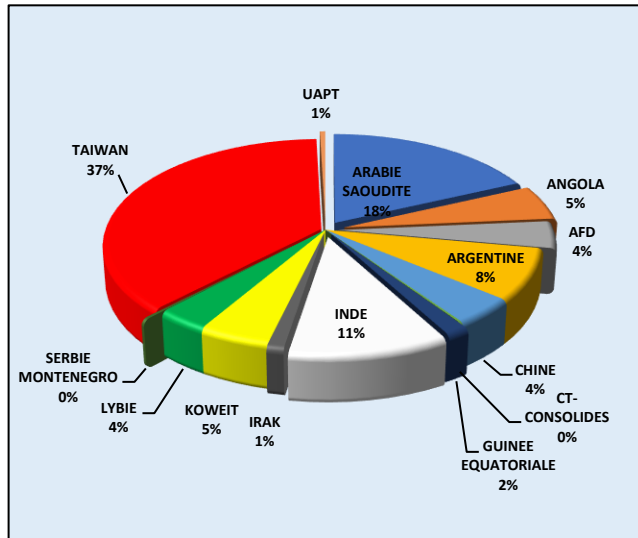
La structure bilatérale reste également marquée par l'existence d'arriérés extérieurs anciens antérieurs à l'initiative PPTE, notamment envers certains créanciers non membres du Club de Paris. Ces arriérés constituent une composante particulière du stock de dette extérieure

En 2025, la politique d'endettement extérieur est restée orientée vers les financements concessionnels. L'évolution de l'encours reste néanmoins exposée au risque de change, tandis que le poids des arriérés extérieurs constitue une source persistante de vulnérabilité du portefeuille.

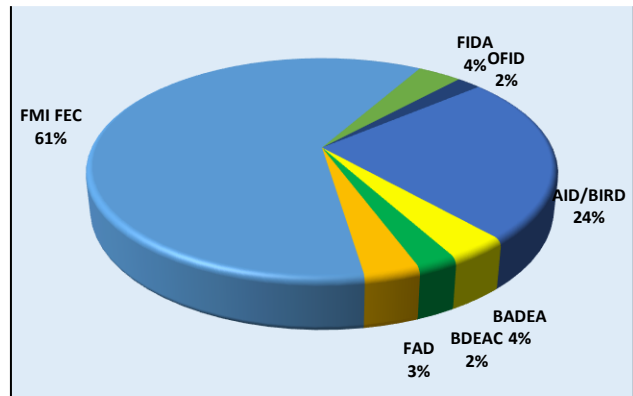
Tableau 13 : Structure de la dette extérieure

CREANCIERS	Stock à fin DEC 2025
DETTE BILATERALE	242,35
ARABIE SAOUDITE	42,79
ANGOLA	13,13
AFD	9,84
ARGENTINE	19,04
CHINE	11,71
CT-CONSOLIDES	0,43
GUINEE EQUATORIALE	3,59
INDE	30,61
IRAK	2,68
KOWEIT	11,40
LIBYE	8,11
SERBIE MONTENEGRO	0,58
TAIWAN	87,38
UAPT	1,06
DETTE MULTILATERALE	286,72
AID/BIRD	70,23
BADEA	10,11
BDEAC	6,83
FAD	9,30
FIDA	10,30
OFID	6,95
FMI	173,00
TOTAL EXTERIEUR	529,07

Graphique 11: structure de la dette extérieure bilatérale



Graphique 12 : structure de la dette extérieure multilatérale



Source : DDPE — Ministère des Finances et du Budget, RC

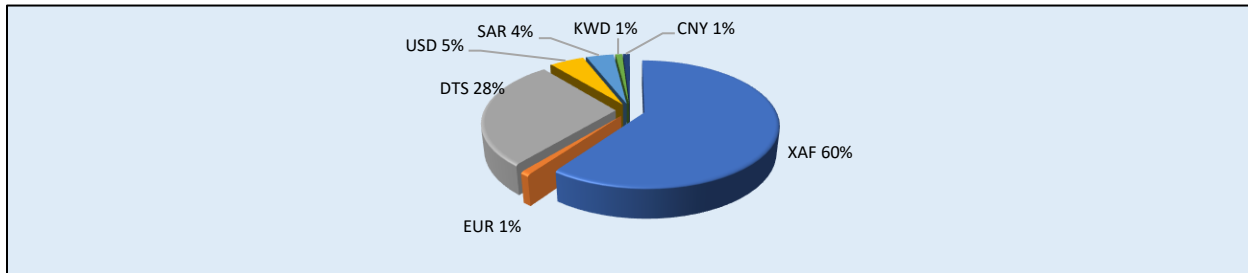
3.7- Evolution du stock de la dette par devises

Le portefeuille de la dette publique est libellé en sept devises, les principales étant : le XAF (60%), le Dollar US (5%), le DTS (28%), le Riyal Saoudien (4%), et l'euro (1%) le Dinar Koweïtien (1%) et le Yen Chinois (1%)

Tableau 14: Evolution du stock de la dette publique par devise (en % du total)

Devises	2023	2024	2025
XAF	62,01	64,92	60,00
EUR	0,92	0,84	1,00
DTS	10,22	9,6	28,00
USD	19,06	17,79	5,00
SAR	5,13	4,48	4,00
KWD	1,35	1,27	1,00
CNY	1,3	1,1	1,00
TOTAL	100	100	100

Source : DDPE — Ministère des Finances et du Budget, RCA

Graphique 13 : Composition du portefeuille par devises

Source : DDPE — Ministère des Finances et du Budget, RCA

L'analyse de l'exposition au risque de change montre que la part de la dette libellée en devises est passée de 35,08 % en 2024 à 40,00% en 2025, en raison notamment du reclassement du FMI dans la dette extérieure libellée en DTS.

3.8- Structure de la dette intérieure

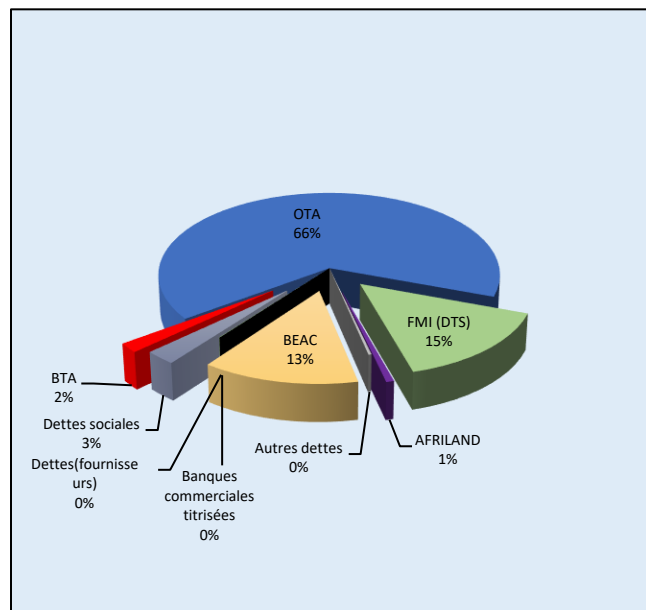
Face à la raréfaction des financements extérieurs concessionnels, la RCA a accru son recours au marché régional des titres publics de la CEMAC, devenu une source majeure de financement des besoins de l'État. Après le reclassement des engagements envers le FMI, l'encours de la dette intérieure s'établit à 561,97 milliards de FCFA en 2025, contre 647,51 milliards de FCFA en 2024, soit une baisse de 13,21 %. Elle représente 31,13 % du PIB et 51,51 % du portefeuille total de la dette publique. La dette intérieure est principalement constituée des BTA et OTA (67,21 %), suivis des rétrocessions de DTS du FMI (15,20 %) et de la dette envers la BEAC (13,65 %). Cette structure traduit le poids prépondérant du financement par le marché régional.

Le portefeuille intérieur demeure exposé à des risques de refinancement et de coût, en raison de la concentration des échéances, du niveau élevé des rendements et du resserrement des conditions de financement sur le marché régional.

Tableau 15 : Structure de la dette intérieure par créancier

LIBELLE	Stock à fin DEC 2025
FMI (rétrocessions DTS)	85,45
AFRILAND	3,86
Autres dettes	1,55
BEAC	76,73
Banques commerciales titrisées	1,18
Dettes commerciales(fournisseurs)	0,23
Dettes sociales	15,26
Bons du Trésor Assimilables	5,00
Obligations du Trésor Assimilables	372,71
TOTAL INTERIEUR	561,97

Source : DDPE — Ministère des Finances et du Budget, RCA

Graphique 14: structure de la dette intérieure



IV. DETTES DES ENTREPRISES ET ETABLISSEMENTS PUBLICS

Dans le cadre de ses attributions, la Direction de la Dette et du Portefeuille de l'État assure le suivi du portefeuille et des participations de l'État. Cette partie est consacrée à la situation de l'endettement des Entreprises et Etablissements Publics, ainsi qu'aux contributions de l'État dans les Organismes Internationaux hors stock de dette publique.

4.1- Situation des contributions de l'Etat dans les Organismes Internationaux

La Loi de Finances de l'exercice 2025 a prévu une enveloppe de 1,45 Md FCFA destinée au règlement des contributions dans les Organismes Internationaux en hausse par rapport à 2024(1,28 Mds FCFA) soit une hausse de 13,28%, traduisant ainsi l'effort du gouvernement de respecter ses engagements financiers internationaux.

Les règlements ont été effectués à hauteur de 1,17 Md FCFA, soit un taux d'exécution global de 80,69 %.

Le stock total d'arriérés de contribution demeure néanmoins élevé et se chiffre à 86,30 Mds FCFA.

Tableau 16 : Situation des contributions (Mds FCFA)

Montants alloués dans la Loi de Finances 2025	Règlement	Montant en arriéré	Taux d'exécution
1,45	1,17	86,30	80,69

Source : DDPE — Ministère des Finances et du Budget, RCA

4.2- Dettes des Entreprises et Etablissements Publics

L'analyse de la situation des Entreprises et Etablissements Publics est faite au titre de l'année n-1. Ainsi, les dettes des sociétés totalisent un montant de 68,47 Mds FCFA en 2024, en hausse par rapport à 2023 qui était de 54,13 Mds FCFA. Celles-ci sont dominées par les dettes fiscales (35%), suivies des dettes sociales (25%), bancaires (25%) et des autres dettes (15%).

Comparativement à 2023, le niveau global des dettes des EEP a connu une baisse mais la dette fiscale reste élevée.

Tableau 17 : Situation des dettes des sociétés (Mds FCFA)

Sociétés et Organismes	Dettes Fiscales	Dettes Sociales	Dettes Bancaires	Autres Dettes	Total
SOCIETES D'ETAT	22,80	16,82	17,08	9,96	66,66
SOCIETES A PARTICIPATION MAJORITAIRE	0,79	0,11	0,00	0,52	1,42
SOCIETES A PARTICIPATION MINORITAIRE	0,29	0,09	0,01	0,00	0,39
TOTAL	23,88	17,02	17,09	10,48	68,47

Source : DDPE — Ministère des Finances et du Budget, RCA

Quant aux Etablissements Publics (EPIC et EPA), le montant de leurs dettes s'élève à 42,44 Mds FCFA comme le présente le tableau ci-dessous, en régression de 8,38% comparé à 2023.

Tableau 18 : Dettes des Etablissements Publics (Mds FCFA)³

Entités	Dettes Fiscales	Dettes Sociales	Dettes Bancaires	Autres Dettes	Total
Etablissement Public Industriel et Commercial (EPIC)	1,56	0,59	0,23	8,45	10,83
Etablissement Public Administratif (EPA)	0,47	0,97	0,47	29,70	31,61

Source : DDPE — Ministère des Finances et du Budget, RCA

Tableau 19 : Evolution des Dettes des EEP (Mds FCFA)

ENTITES	DETTES FISCALES			DETTES SOCIALES			DETTES BANCAIRES			AUTRES DETTES		
	2022	2023	2024	2022	2023	2024	2022	2023	2024	2022	2023	2024
Etablissement Public Industriel et Commercial	0	1,44	1,56	0	0,80	0,59	0	0,93	0,23	0	0,26	8,45
Etablissement Public Administratif	0,8	0,50	0,47	1,02	4,46	0,97	0	0,03	0,47	0	37,90	29,70
TOTAL	0,8	1,94	2,03	1,02	5,26	1,56	0	0,96	0,70	0	38,16	38,15

Source : DDPE — Ministère des Finances et du Budget, RCA

Tableau 20 : Situation des créances (Mds FCFA)

Sociétés et Organismes	CREANCES DE L'ENTITE SUR L'ETAT	CREANCES DE L'ETAT SUR L'ENTITE
SOCIETES D'ETAT	0	0
SOCIETES A PARTICIPATION MAJORITAIRE	0,67	0
SOCIETES A PARTICIPATION MINORITAIRE	0	0
ORGANISMES	0	0
Etablissement Public Industriel et Commercial (EPIC)	9,46	0,0
Etablissement Public Administratif EPA	0	0,19
TOTAL	10,13	0,19

Source : DDPE — Ministère des Finances et du Budget, RCA

4.3- Résultats des Sociétés

On note une amélioration globale du niveau des résultats des Sociétés s'établissant à 15,14 Mds FCFA en 2024 contre 7,66 Mds FCFA en 2023 soit une hausse de 97,65%. Cette évolution a été tirée par le résultat des Sociétés à participation minoritaire de l'Etat.

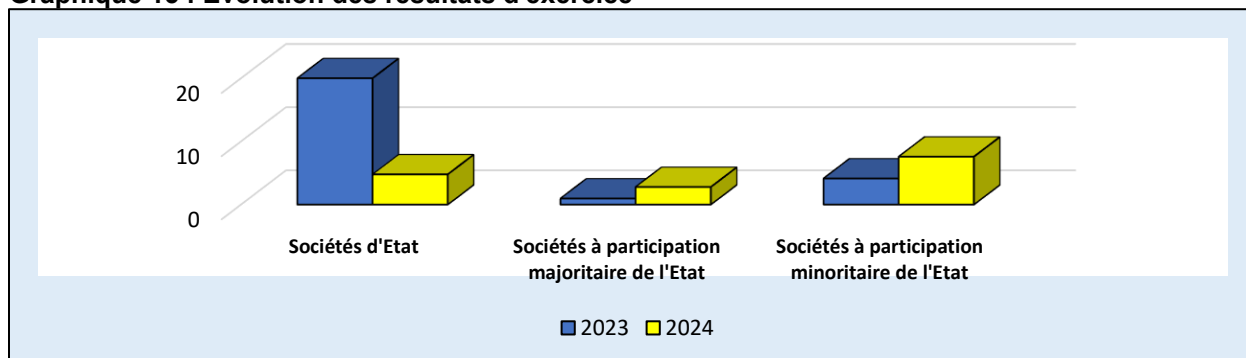
³ les données des EEP sont traitées à l'année N-1 contrairement aux contributions. La liste des EEP se trouvent en annexe

Tableau 21 : Evolution des résultats des Sociétés (en milliards FCFA)

ENTITES	RESULTATS D'EXERCICES	
	2023	2024
Entreprises Publiques	2,57	4,78
Sociétés à participation majoritaire de l'Etat	0,96	2,78
Sociétés à participation minoritaire de l'Etat	4,13	7,58
TOTAL	7,66	15,14

Source: DDPE — Ministère des Finances et du Budget, RCA

Graphique 15 : Evolution des résultats d'exercice



Source: DDPE — Ministère des Finances et du Budget, RCA

4.4- Situation des dividendes

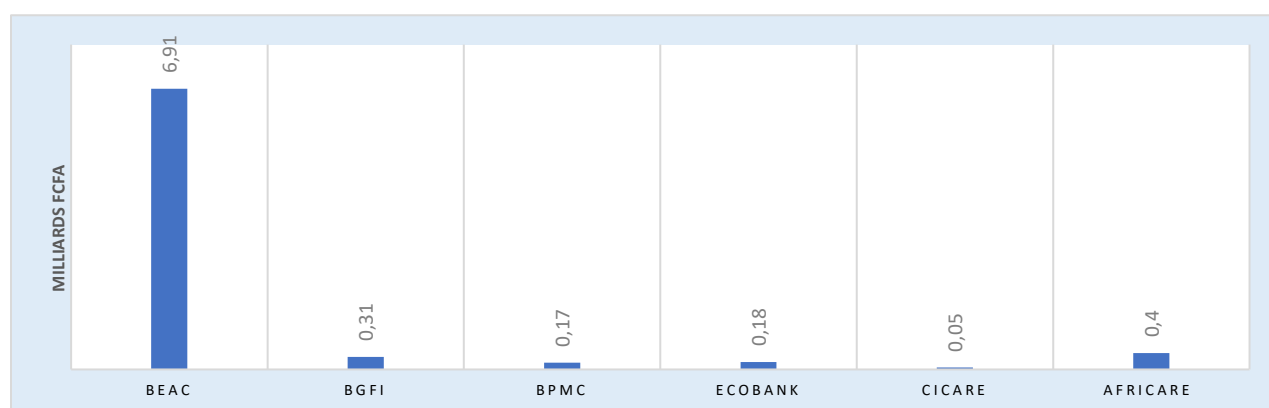
Au titre de l'exercice 2025, le suivi des actions de l'Etat dans les Sociétés par le Service des Participations et du Portefeuille de l'Etat a permis le versement des dividendes sur le compte du Trésor Public d'un montant total de 8,02 Mds FCFA au titre de l'année 2024. La SOCASP doit à l'Etat 0,37 Md FCFA d'arriérés de dividendes et de loyer au titre des années 2019-2025.

Tableau 22 : Situation des dividendes (Mds FCFA)

Entités	Dividende/	Emploi de Dividende
	Etat	
BEAC	6,91	Virement sur le compte du Trésor
BGFI	0,31	Virement sur le compte du Trésor
BPMC	0,17	Virement sur le compte du Trésor
ECOBANK	0,18	Virement sur le compte du Trésor
CICARE (Compagnie Commune de Réassurance des Etats membre de la CIMA)	0,05	En attente de virement
AFRICARE (Société Africaine de Réassurance)	0,4	En attente de virement
TOTAL	8,02	Virement sur le compte du Trésor

Source : SPPE-DDPE — Ministère des Finances et du Budget, RCA

Graphique 16 : Dividendes perçus par l'Etat (2025)



Source : SPPE-DDPE — Ministère des Finances et du Budget, RCA

4.5- Dettes croisées

Le montant global des dettes dues par l'Etat aux Entreprises Publiques s'élève à 8,4 Mds FCFA dont:

- 5,15 Mds FCFA pour SODECA soit 61, 28% et
- 3,25 Mds FCFA pour SOCATEL soit 38,72% du montant global.

Tableau 23 : Situation des dettes croisées (Mds FCFA)

Libellé	SODECA	SOCATEL	Total
Montant dû	5,14	3,25	8,40

Source : DDPE — Ministère des Finances et du Budget, RCA

Les créances des organismes sociaux dues par les Entreprises Publiques s'élèvent à 6,28 milliards FCFA;

- l'ENERCA totalise 2,45 Mds FCFA soit 39%;
- la SODECA doit 1,71 Mds FCFA soit 27% et
- la SOCATEL doit 2,13 Mds FCFA soit 34%.

Tableau 24 : Situation des dettes des Entreprises Publiques à l'égard des organismes sociaux (Mds FCFA)

LIBELLE	ENERCA	SODECA	SOCATEL	TOTAL
CNSS	2,44	1,61	1,85	5,90
ACFPE	0,01	0,10	0,28	0,38
Total	2,45	1,71	2,13	6,28

Source : DDPE — Ministère des Finances et du Budget, RCA

Tableau 25 : Dettes de la Mairie de Bangui (*Mds FCFA*)

Catégorie dette	Montant
Dette envers les fournisseurs	0,16
Dettes sociales	0,23
Dettes envers les Organismes internationaux	0,007
Autres dettes	3,71
TOTAL	4,11

Source : DDPE — Ministère des Finances et du Budget, RCA

Les dettes concernant uniquement la mairie de Bangui s'élèvent à 4,11 Mds FCFA. A ce jour, les informations relatives aux autres dettes des collectivités territoriales ne sont pas disponibles.



V- INDICATEURS DE COUTS ET RISQUES DU PORTEFEUILLE DE DETTE PUBLIQUE

Les indicateurs de coûts et de risques sont des outils quantitatifs utilisés pour évaluer la performance et la vulnérabilité du portefeuille de la dette publique. Ils permettent d'apprécier, d'une part, le coût de financement pour l'État, et d'autre part, les risques budgétaires et financiers auxquels il est exposé en fonction de la structure de sa dette. Le portefeuille de l'Etat peut être exposé à divers risques, entre autres ; le risque opérationnel, le risque de change, le risque de refinancement, le risque de liquidité, le risque de taux d'intérêt, le risque de crédit, etc. le tableau N°30 présente les indicateurs de coûts et des risques du portefeuille de la dette.

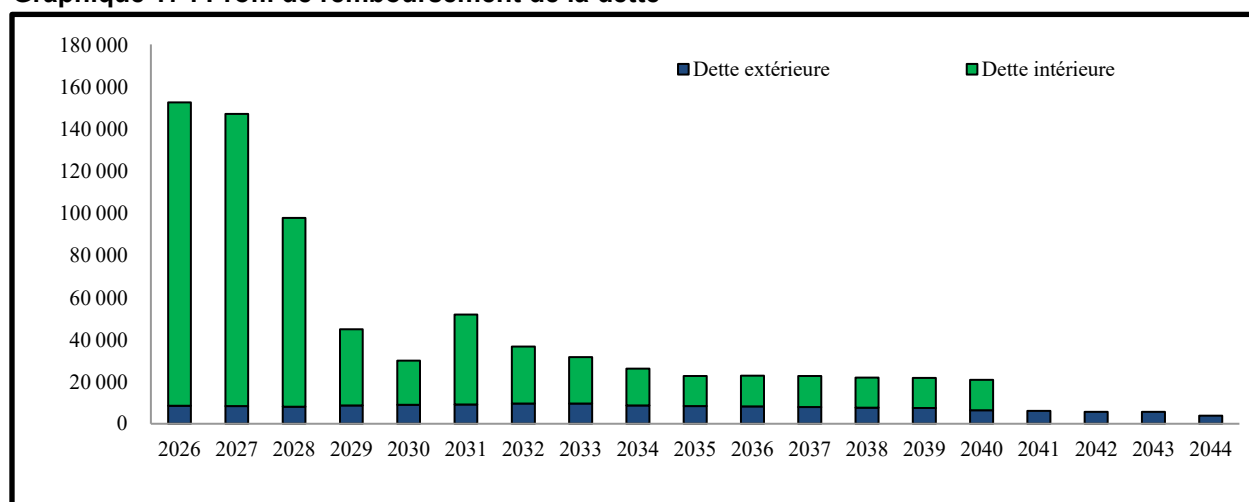
5.1- Coût du portefeuille de la dette publique

Le coût moyen du portefeuille a connu une légère hausse, s'établissant à 3,1 % à fin 2025 contre 2,7 % en 2024. Ceci est dû aux récentes émissions de 2025. Le coût de la dette intérieure est relativement élevé (5,1%) par rapport à celui de la dette extérieure (1,0%).

5.2-Risque de refinancement

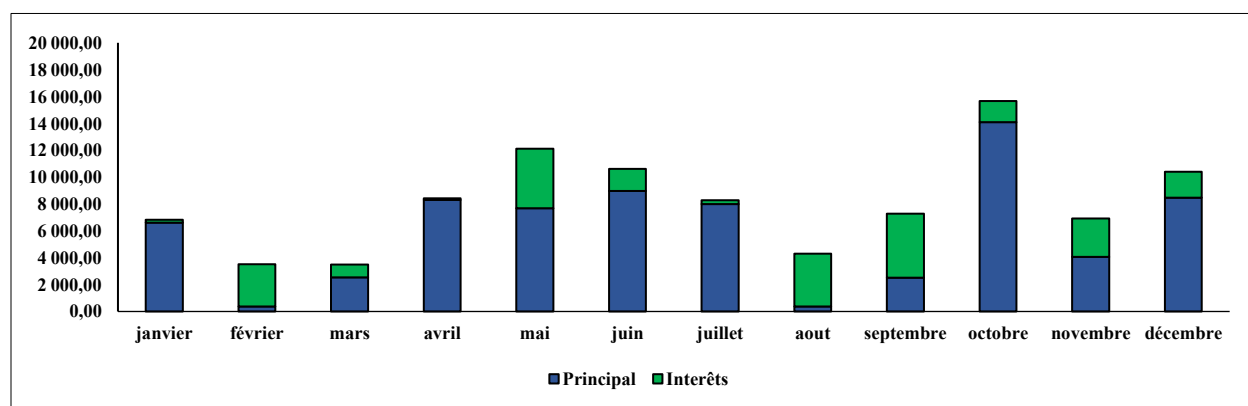
Le portefeuille de la dette publique est exposé au risque de refinancement, en raison de la dette à court terme mobilisée sur le marché des Titres Publics. Le temps moyen de la maturité (ATM) du portefeuille est de (5,6 ans) et les échéances venant à maturité dans un an sont de (11,2% du total et 5,7% du PIB). La progression de la dette de marché accroît le risque de refinancement, notamment lorsque les échéances sont concentrées et que les nouvelles émissions servent en partie au remboursement de titres arrivant à maturité. Le risque dépend donc non seulement du niveau de la dette, mais aussi de la structure des maturités, des conditions de liquidité du marché régional et du coût des nouvelles émissions

Graphique 17 : Profil de remboursement de la dette

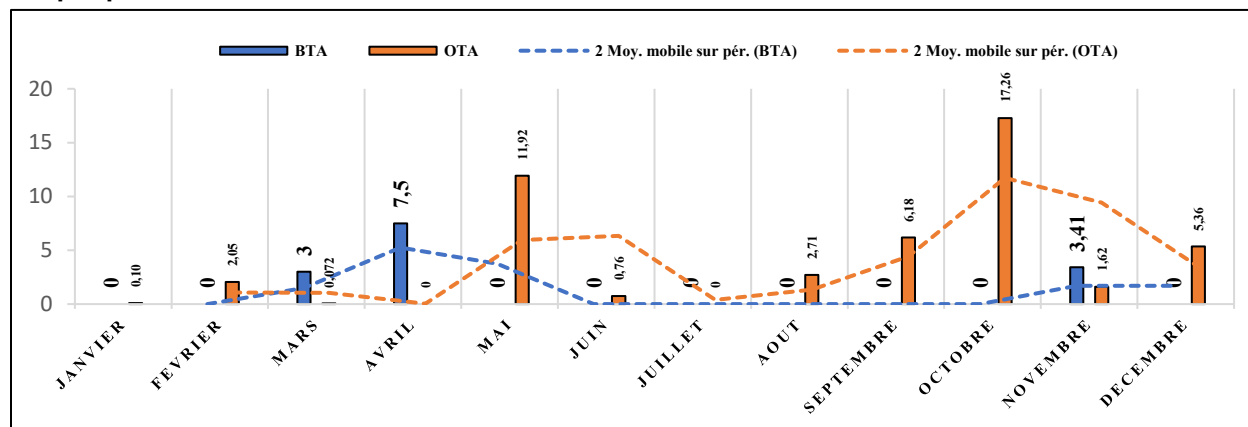


Source : DDPE — Ministère des Finances et du Budget, RCA

Graphique 18: Profil de remboursement du principal et intérêts de la dette publique à fin décembre 2025



Graphique 19 : Profil de remboursement des Titres Publics



5.3-Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est exprimé à travers le temps moyen de révision des taux d'intérêt (ATR) du portefeuille (5,6 ans) et la proportion de la dette dont le taux d'intérêt sera révisé dans un an est passée de 10,0% en 2024 à 11,2% du total à fin 2025.

L'analyse des risques du portefeuille de la dette publique en 2025 révèle une exposition limitée au risque de taux d'intérêt, grâce à la prédominance des emprunts à taux fixe.

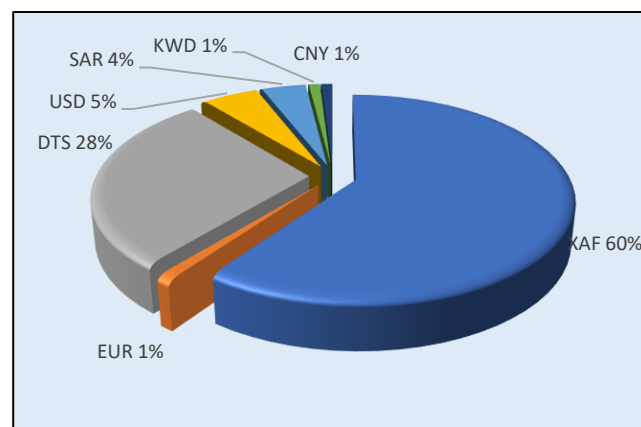
5.4-Risque de taux de change

La part de la dette libellée en devises a atteint 41% à fin 2025 contre 24,2 % en 2024. Ceci s'explique par le reclassement du FMI qui a augmenté la part du DTS. Par contre le risque de change reste relativement modéré, dominé par le Dollar US.

Tableau 26 : Composition du portefeuille par devises **Graphique 20: Composition du portefeuille par devises**

Devises	2025
XAF	60,00
EUR	1,00
DTS	28,00
USD	5,00
SAR	4,00
KWD	1,00
CNY	1,00
TOTAL	100

Source : DDPE — Ministère des Finances et du Budget, RCA



5.5-Risque opérationnel

Le risque opérationnel est défini comme un risque de pertes directes ou indirectes dues à une défaillance ou une inadéquation de procédures, des systèmes internes qui affectent la capacité du gestionnaire de la dette à poursuivre les activités nécessaires à l'exécution de son mandat. Il englobe tout ce qui n'est pas risque de marché, ni risque de crédit. Dans cette optique, il convient de noter que sur toute la chaîne de gestion de la dette, il y a des risques opérationnels expliqués par le fait que la Direction de la Dette et du Portefeuille de l'Etat, organe en charge de cette gestion fait face, sans cesse, à des problèmes d'enregistrement manuel des données et de sauvegarde.

Toutefois, il convient de noter qu'avec l'acquisition du logiciel SYGADE sur financement de la BAD, les difficultés liées à l'exhaustivité et la fiabilité des données statistiques sur la dette sont réduites.

5.6-Mise en œuvre de la Stratégie de la Dette à Moyen Terme (SDMT 2025-2027)

Au regard des risques liés au portefeuille de la dette, une revue de la Stratégie de Gestion de la Dette à Moyen Terme (SDMT) a été effectuée, en vue d'atténuer les vulnérabilités identifiées dans le portefeuille et de renforcer la résilience budgétaire du pays.

La revue de la Stratégie de la Dette à Moyen Terme (SDMT) 2025–2027 élaborée et publiée sur le site du Ministère des Finances et du Budget privilégie :

- les dons et les prêts hautement concessionnels ;
- la diversification des instruments financiers et l'allongement des maturités ;
- l'élargissement de l'assiette fiscale pour réduire le recours à l'endettement domestique ;
- le reprofilage de la dette intérieure
- la restructuration progressive de la dette extérieure ;
- l'amélioration de la transparence (Notation et rapports sur le portefeuille de la dette).

Le tableau N° 32 ci-dessous met en lumière les objectifs cibles des principaux indicateurs de coût-risque pour 2025, les réalisations ainsi que les écarts.

a. Stock, taux d'endettement et coût :

- le stock de la dette a dépassé la cible (+3,81%) en raison d'un besoin de financement de l'État plus élevé que prévu, notamment pour combler un déficit budgétaire accru ;
- **le taux d'endettement (Dette/PIB)** a connu une hausse, atteignant 60,44 % à fin 2025 contre une cible de 57,0 %. Par conséquent, ce dépassement reste encore en deçà de la norme communautaire de 70% ;
- **le coût moyen** a connu une légère hausse, s'établissant à 3,1 % à fin 2025 contre une cible de 3,5% dû aux décaissements des prêts concessionnels du FMI-FEC et semi-concessionnel de l'AFD, en contre-poids du coût de la dette intérieure qui est relativement élevé (5,1%).

b. Risque de refinancement et de taux d'intérêt :

La maturité moyenne résiduelle de la dette est en -deçà de la cible (6,6ans), s'établissant à 5,6 ans à fin 2025. L'indicateur de risque à court terme s'est dégradé. La part de la dette venant à échéance dans un an en pourcentage du total (11,2%) est légèrement en-deçà de la cible (11,5%). Cet indicateur reste élevé, ceci étant dû à la forte concentration des émissions de Titres Publics sur des maturités courtes (2-3 ans). Ce recours aux maturités courtes est attribuable aux conditions défavorables du marché, qui pénalisent l'accès aux financements à long terme, faisant apparaître des pics de remboursement sur la période 2026-2028 qui font accroître un risque de refinancement.

- **Risque de taux d'intérêt** : le portefeuille étant quasi intégralement à taux fixe (stable), le risque de taux d'intérêt est minime.

c. Risque de taux de change :

- Le risque de change s'est accru en 2025, la part de la dette libellée en devises atteignant 41,0 % du portefeuille, contre une cible stratégique de 32,5 %. Cette évolution s'explique principalement par le reclassement de la FEC du FMI, libellée en DTS, dans la dette extérieure. Elle appelle une vigilance dans la gestion de l'exposition aux devises.

Tableau 27 : Tableau comparatif des coût et risque du portefeuille à fin 2025 et la cible SDMT (2025-2027)

Indicateurs de risque		Dette extérieure	Dette domestique	Dette totale	Cible 2025	Ecart par rapport à la cible
Montant (en millions de XAF)		529 072,2	561 970,1	1 091 042,3	1 051,4	(+3,77%)
Montant (en millions d'USD)		839,2	942,1	1 781,3		
Dette nominale en pourcentage du PIB		29,3	31,1	60,4	57,0	(+5,96)
Valeur actuelle en pourcentage du PIB		25,3	30,0	55,3		
Coût de la dette	Paielements d'intérêts en pourcentage du PIB	0,3	1,6	1,9		
	Taux d'intérêt, moyenne pondérée (%)	1,0	5,1	3,1	3,5	(-11,43%)
Risque de refinancement	ATM (années)	7,2	4,6	5,6	6,6	(-15,15%)
	Dette arrivant en maturité dans 1 an (en pourcentage du total)	11,6	11,0	11,2	11,5	(-2,61%)
	Dette arrivant en maturité dans 1 an (en pourcentage du PIB)	2,3	3,4	5,7		
Risque de taux d'intérêt	ATR (années)	7,2	4,6	5,6		
	Dette dont le taux doit être refixé dans un an (% du total)	11,6	11,0	11,2		
	Dette à taux fixe incluant les Bons (% du total)	100,0	100,0	100,0		
	Bons du Trésor	0,0	1,9	1,1		
Risque de taux de change	Dette en devises (en pourcentage de la dette totale)			41,0	32,5	(+26,15%)
	Dette en devises à court terme (en pourcentage des réserves)			13,9		

Source : DDPE — Ministère des Finances et du Budget, RCA



VI-VIABILITE DE LA DETTE PUBLIQUE

6.1- Les Indicateurs de viabilité de la dette extérieure et publique

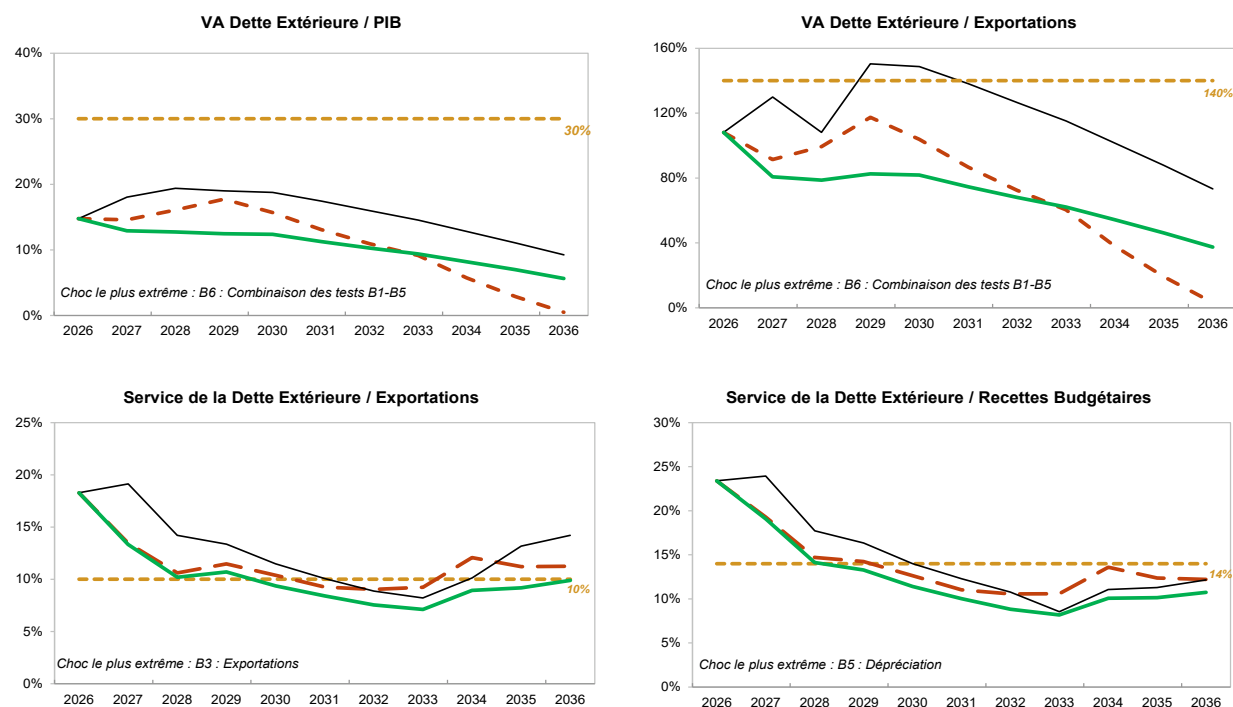
Les résultats de l'Analyse de viabilité de la dette (AVD), réalisée selon le Cadre de viabilité de la dette pour les pays à faible revenu (CVD-PFR), indiquent que la dette publique de la RCA demeure soutenable dans le scénario de référence, mais présente un risque élevé de surendettement. Cette appréciation s'explique par des dépassements de certains seuils de viabilité et par la forte sensibilité du portefeuille aux chocs macroéconomiques et financiers, notamment au niveau des indicateurs de liquidité liés au service de la dette.

Malgré ces vulnérabilités, la trajectoire projetée de plusieurs indicateurs s'améliore progressivement à moyen et long termes, sous réserve de la mise en œuvre des politiques budgétaires et de financement retenues. Toutefois, le ratio de la valeur actualisée de la dette publique rapportée au PIB demeure supérieur à son seuil de référence sur l'horizon de projection, soulignant la persistance des risques pesant sur le portefeuille.

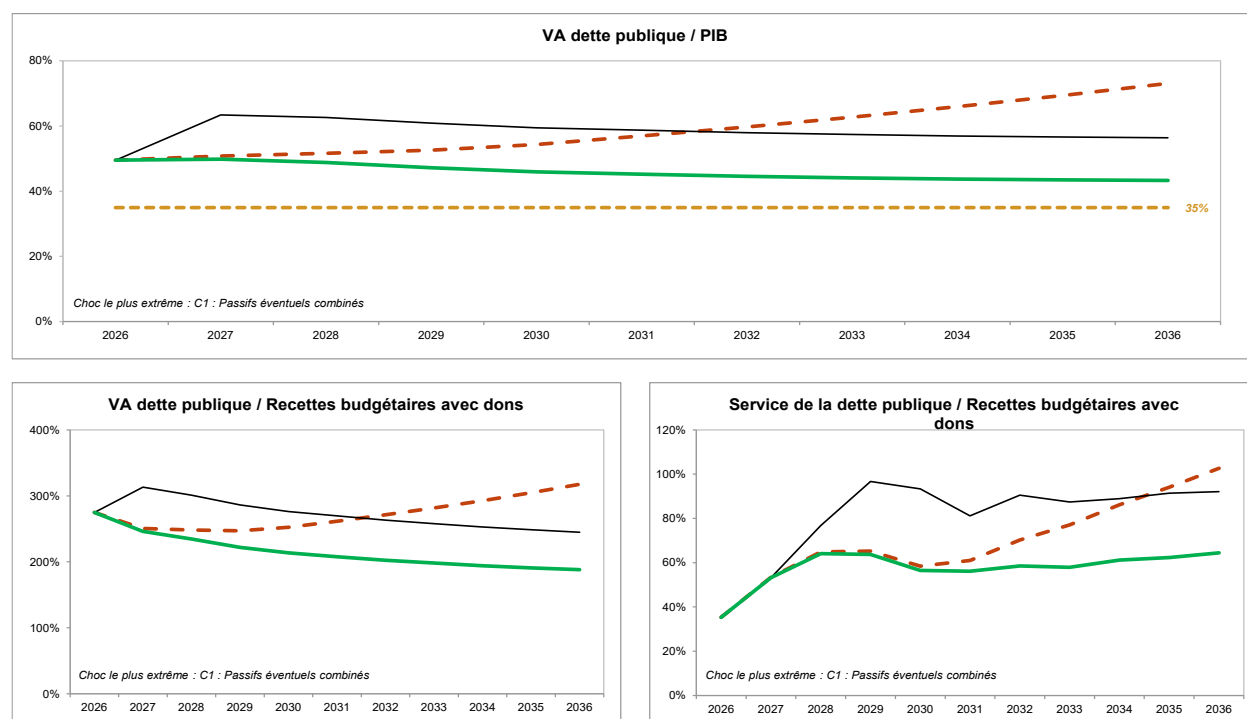
Cette situation appelle au maintien d'une politique d'endettement prudente, privilégiant les financements concessionnels, la maîtrise du recours aux financements non concessionnels, le renforcement de la mobilisation des recettes intérieures et une gestion active des risques de refinancement et de liquidité.

Les graphiques ci-dessous présentent les principaux indicateurs de d'endettement extérieur et global selon divers scénarios.

Graphique 21 : Indicateurs de la dette extérieure selon divers scénarios 2026-2036



Source: DDPE — Ministère des Finances et du Budget, RCA

Graphique 22 : Indicateurs de la dette publique selon divers scénarios 2026-2036

Source: DDPE — Ministère des Finances et du Budget, RCA

6.2-Ratios d'endettement extérieur

Ces ratios permettent d'évaluer le niveau de la dette actualisée ainsi que du service de la dette extérieure par rapport aux exportations et aux recettes. Le niveau observé pour les indicateurs de solvabilité s'explique pour l'essentiel par le fort degré de concessionnalité du portefeuille de la dette extérieure. Le service de la dette extérieure rapporté aux recettes et exportations est en-dessous du seuil. En outre, la valeur actuelle de la dette extérieure est sensiblement le double des exportations⁴, mettant en lumière la faible capacité de solvabilité.

Tableau 28 : Ratios d'endettement extérieur (fin 2025)

Ratios	Valeur (%)	Seuil	Notation
Valeur actuelle dette ext. / PIB	16,2%	30%	Moyen
Valeur actuelle dette ext. / Exportations	109,1%	140%	Élevé
Service / Recettes	3,22%	n.a	Faible
Service / Exportations	6,12%	10%	Faible
Valeur actuelle dette publique / PIB	55,29%	35%	Très élevé

Source : DDPE — Ministère des Finances et du Budget, RCA

⁴ Les ratios d'endettement extérieurs sont calculés avec l'encours hors arriérés contrairement aux ratios de la dette publique calculés à la base du stock (encours et arriérés)

6.3-Ratios d'endettement public

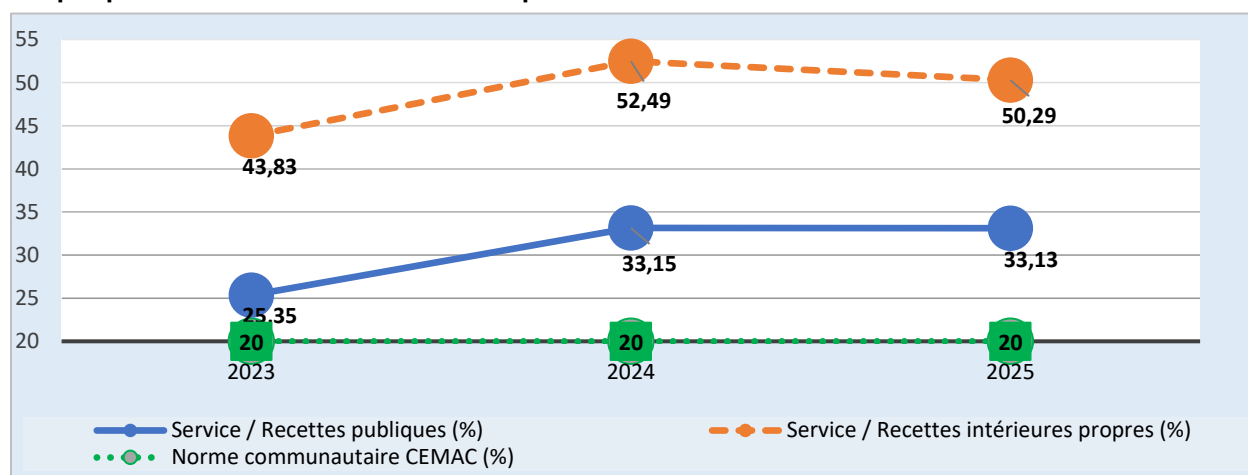
Ces ratios exposent la capacité d'un État à honorer ses obligations financières. Ces différents indicateurs se situent au-dessus du seuil des normes communautaires et mettent en lumière la faible mobilisation des recettes. Ces deux indicateurs dépassent le seuil de référence de 20 %, ce qui traduit une pression importante du service de la dette sur les ressources budgétaires. Le service de la dette absorbe une part substantielle des ressources propres, limitant considérablement l'espace budgétaire disponible pour les dépenses sociales et les investissements publics.

Tableau 29 : Évolution des ratios de liquidité et de solvabilité

Ratios	2023	2024	2025
Service / Recettes publiques (%)	25,35%	33,15%	33,13%
Service / Recettes intérieures propres (%)	43,83%	52,49%	50,29%
Norme communautaire CEMAC (%)	20,00%	20,00%	20,00%
Valeur actualisée de la dette / PIB (%)	N/D	55,20%	55,29%

Source : DDPE — Ministère des Finances et du Budget, RCA

Graphique 23: Evolution des ratios de liquidité



Source : DDPE — Ministère des Finances et du Budget, RCA

6.4-Dynamique et trajectoire de la dette publique

La dynamique de la dette est la façon dont la dette totale d'un pays évolue dans le temps, en tenant compte notamment du taux d'intérêt payé sur la dette, du solde budgétaire, de la croissance économique, des variations de taux de change et des éléments non budgétaires.

Le ratio moyen de la dette/PIB est de 52,76% entre 2016 et 2025. L'augmentation entre 2022 et 2025 est due au recours intensif sur le marché des Titres Publics, lié aux contraintes budgétaires persistantes.

En analysant la trajectoire de la dette publique, la croissance réelle du PIB et le taux d'intérêt réel contribueront à réduire la dette, contrairement au solde primaire qui la fera augmenter sur la période de projection. Ceci nécessite :

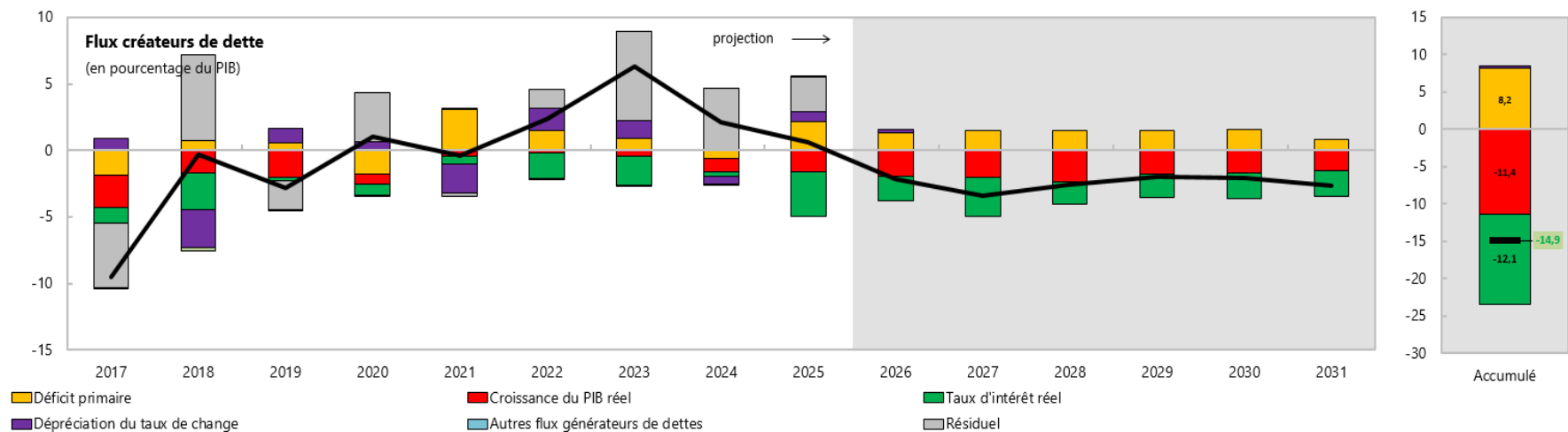
- Une discipline budgétaire afin de réduire le solde primaire dans le but de stabiliser la dette, par des mesures structurelles sur les recettes et les dépenses ;
- Cibler les investissements publics à fort rendement, compatibles avec la soutenabilité de la dette ;
- Renforcer les mécanismes de suivi budgétaire, pour corriger rapidement toute déviation.

Indicateurs de la dette et de l'économie ^{1/}

Tableau 30 : Facteurs explicatifs de la dynamique

	Actuel		Est.	Projection					
	2017-2023 ^{2/}	2024		2026	2027	2028	2029	2030	2031
Dettes publiques brutes nominales	50,0	58,6	60,4	59,2	58,4	56,3	54,6	53,3	52,2
Dont : garanties (non appelées) ^{3/}	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Besoins bruts de financement public	8,4	9,5	12,4	8,6	10,4	9,0	7,2	5,6	4,9
Croissance du PIB réel (en pourcentage)	1,9	1,9	3,0	2,5	3,0	3,5	3,5	3,5	3,5
Inflation (déflateur du PIB, en pourcentage)	3,2	2,0	2,2	2,7	3,0	3,3	3,3	3,0	3,0
Croissance du PIB nominal (en %)	5,2	3,9	5,3	5,3	6,1	6,9	6,9	6,6	6,6
Taux d'intérêt effectif (en pourcentage) ^{4/}	0,8	1,3	1,6	0,5	1,2	1,9	2,4	2,8	3,0

Graphique 24 : Trajectoire de la dette



Source : DDPE — Ministère des Finances et du Budget, RCA

6.5- Renforcement des capacités

Plusieurs formations en présentiel ont été organisées dans le but de renforcer les capacités du personnel et des services de la DDPE avec l'appui technique d'AFRITAC Centre, la BEAC, la BAD, ALSF le FMI ainsi que la Banque Mondiale. Le tableau ci-dessous en présente un récapitulatif.

Tableau 31 : Récapitulatifs des formations par thématique

N° Participants	Formations / Ateliers	Organisateur	Période	Lieu	
1	Séminaire interrégional sur la gestion de la dette et les instruments de financement ESG	FMI / AFRITAC	17 – 21 février 2025	Dakar (Sénégal)	DDPE
2	Conférence internationale sur le logiciel SYGADE	CNUCED	17 – 21 mars 2025	Genève (Suisse)	DDPE
3	Viabilité et restructuration de la dette	Institut africain de formation du FMI	24 – 28 mars 2025	Île Maurice	DDPE
4	Responsabilité et transparence pour la modernisation des systèmes de finances publiques	AFRITAC-Centre	25 – 26 mars 2025	Cotonou(Bénin)	CABINET/ DDPE
5	Les fondamentaux de la gestion de la dette publique	AFRITAC-Centre	04 – 18 avril 2025	Bangui	DDPE
6	Gestion des risques afférents à la dette publique	BCEAO / BEAC/ BCC	21 – 25 avril 2025	Douala(Cameroun)	DDPE
7	Public Finance Management Academy for Africa	Banque Africaine de Développement (BAD)	30 juin – 04 juillet 2025	Accra(Ghana)	DDPE
8	Audit de la gestion de la dette publique	AFRITAC-Centre	14 – 18 juillet 2025	Douala(Cameroun)	IST / DDPE
9	Évaluation de la performance en matière de gestion de la dette (DeMPA) et Analyse de Viabilité de la Dette (AVD)	Banque mondiale	04 – 12 août 2025	Bangui	DDPE /CTD
10	Stratégies de mobilisation des financements extérieurs et intérieurs	AFRITAC-Centre	08 – 12 septembre 2025	Libreville (Gabon)	DDPE
11	La dette thématique	African Legal Support Facility (ALSF)	17 – 21 septembre 2025	Marrakech (Maroc)	DDPE
12	Formation sur le logiciel SYGADE 6.2	CNUCED	15-30 Septembre 2025	Bangui	DDPE
13	Dynamisation du marché monétaire de la CEMAC et gestion optimale de la liquidité : bilan et perspectives	BEAC	19 – 21 novembre 2025	Bangui	DDPE
14	Viabilité budgétaire	AFRITAC-Centre	01 – 12 décembre 2025	Brazzaville(Congo)	DDPE

Source : DDPE — Ministère des Finances et du Budget, RCA



CONCLUSION

L'exercice 2025 confirme l'importance d'une gestion prudente et rigoureuse de la dette publique dans le financement des priorités économiques et sociales de la République centrafricaine. Au cours de l'année, le Gouvernement a poursuivi la mobilisation des ressources nécessaires au financement de l'État, notamment à travers le marché régional des titres publics et les financements extérieurs, tout en renforçant progressivement les outils, les procédures et les capacités institutionnelles de gestion de la dette.

À fin décembre 2025, le stock de la dette publique s'établit à 1 091,04 Mds de FCFA, dont 926,26 Mds de FCFA d'encours hors arriérés et 164,78 Mds de FCFA d'arriérés. Le taux d'endettement atteint 60,44 % du PIB, demeurant inférieur au seuil communautaire de 70 %. Toutefois, cette situation appelle une vigilance accrue compte tenu de la progression du stock, de la pression du service de la dette sur les ressources budgétaires et des vulnérabilités identifiées dans la structure du portefeuille.

L'analyse du portefeuille met particulièrement en évidence un risque de refinancement lié à la concentration d'une partie des échéances sur les maturités courtes des titres publics, avec des pics de remboursement attendus au cours de la période 2026–2028. Le portefeuille demeure également exposé au risque de change, la part de la dette libellée en devises se situant au-dessus de la cible retenue par la Stratégie de gestion de la dette à moyen terme. Les résultats de l'Analyse de viabilité de la dette indiquent que la dette demeure soutenable dans le scénario de référence, mais que le pays reste exposé à un risque élevé de surendettement, notamment en raison du dépassement de certains seuils au cours des premières années de projection et de la sensibilité du portefeuille aux chocs macroéconomiques et financiers. Cette situation justifie le maintien d'une politique d'endettement prudente et cohérente avec les capacités de remboursement de l'État.

Dans ce contexte, les priorités pour les prochaines années devront porter sur la maîtrise du recours à l'endettement domestique, l'allongement progressif des maturités, la diversification des instruments de financement, la mobilisation accrue de ressources concessionnelles, l'amélioration de la mobilisation des recettes intérieures et la poursuite des efforts de consolidation budgétaire.

La résorption des arriérés constitue également une priorité. Elle devra s'appuyer sur un plan d'apurement réaliste, hiérarchisé et soutenable, accompagné d'un dispositif renforcé de prévention de la formation de nouveaux arriérés. Une attention particulière devra être accordée aux arriérés extérieurs et aux engagements financiers susceptibles de générer des risques budgétaires.

Le renforcement du suivi des entreprises et établissements publics, des collectivités territoriales, des garanties accordées par l'État et des autres passifs éventuels devra également être poursuivi afin d'améliorer la couverture du périmètre de la dette publique et de mieux anticiper les risques susceptibles de peser sur les finances publiques.

Enfin, l'amélioration continue de la qualité des statistiques constitue une condition essentielle d'une gestion moderne et transparente de la dette. La poursuite de l'opérationnalisation du SYGADE, le renforcement des contrôles de cohérence, l'harmonisation des données entre les différentes sources administratives et financières ainsi que la publication régulière d'informations fiables permettront de consolider la crédibilité du dispositif national de gestion de la dette.

Le Gouvernement réaffirme ainsi sa détermination à poursuivre une gestion responsable, transparente et durable de la dette publique, en veillant à ce que le recours à l'endettement demeure compatible avec la capacité de remboursement de l'État et contribue effectivement au financement d'investissements générateurs de croissance et de développement.

La publication du présent rapport constitue, à cet égard, un engagement en faveur de la transparence, de la redevabilité et de l'information du citoyen. Elle doit contribuer à une meilleure compréhension de la dette publique et à un dialogue renforcé entre les pouvoirs publics, les

partenaires techniques et financiers, les investisseurs et l'ensemble des citoyens de la République centrafricaine.



NOTE METHODOLOGIQUE & GLOSSAIRE

NOTE MÉTHODOLOGIQUE

Les données du présent rapport relatives aux stocks sont arrêtées au 31 décembre 2025, tandis que les flux couvrent la période du 1er janvier au 31 décembre 2025. Les statistiques portent principalement sur la dette publique de l'administration centrale suivie par la DDPE et distinguent la dette extérieure, la dette intérieure, les arriérés ainsi que, lorsqu'elles sont disponibles, les garanties et les engagements des entreprises et établissements publics.

La dette est présentée principalement en valeur nominale. Les engagements libellés en devises sont convertis en FCFA selon les taux de change de référence utilisés par la DDPE à la date d'arrêt. Les variations résultant des fluctuations des devises doivent être identifiées comme effets de change et non comme nouveaux emprunts.

Les flux comprennent les nouveaux engagements, décaissements, émissions de titres, remboursements du principal, paiements d'intérêts, nouveaux arriérés et apurements. Les stocks correspondent notamment à l'encours et aux arriérés constatés à la date d'arrêt. Ainsi, la variation annuelle du stock ne correspond pas nécessairement aux seuls décaissements nets, car elle peut également résulter des effets de change, des variations d'arriérés, des restructurations, annulations, reclassements et autres ajustements.

Les données proviennent principalement de la DDPE/SYGADÉ, du Trésor et de la BEAC, des administrations compétentes pour les données budgétaires et macroéconomiques et des entreprises et établissements publics pour leurs engagements. Les résultats de l'AVD proviennent de la DDPE

GLOSSAIRE :

Abondement : opération d'émission de Valeurs du Trésor par la réouverture d'une ligne de Titre existante en suivant la même procédure et le même délai que ceux édictés dans la convention relative à l'organisation des émissions des Valeurs du Trésor.

Analyse de Viabilité de la Dette (AVD) : Analyse de la capacité d'un pays à financer les objectifs de sa politique et assurer le service de la dette sans procéder à des ajustements excessifs qui pourraient autrement compromettre sa stabilité.

Arriérés : paiements prévus au titre du service de la dette et qui sont arrivés à échéance et qui n'ont pas été réglés.

Back office : fonction de gestion de la dette qui concourt à la tenue et au suivi des statistiques, ainsi qu'au règlement du service de la dette.

Concessionnalité : différence entre l'encours nominal de la dette et la valeur des paiements futurs au titre du service de la dette, actualisée au taux d'intérêt de référence pour la monnaie de la transaction. Le niveau de concessionnalité est exprimé en pourcentage de la valeur nominale de la dette. En règle générale un prêt est réputé concessionnel si son élément don est d'au moins 35 %. Cependant, comme indiqué ci-dessous, ce seuil peut être supérieur dans certains cas.

Consolidation : Dans le contexte du Club de Paris, la consolidation est définie comme la modification des conditions de remboursement de la dette. Il peut s'agir d'un rééchelonnement ou d'un refinancement

Créancier : Organisme ou entité qui fournit de l'argent ou des ressources et qui doit être remboursé dans les conditions prévues par l'accord de prêt.

Créancier bilatéral : il s'agit de gouvernement ou de leurs agences (y compris la banque centrale), les Institutions publiques autonomes et les Organismes publics de crédit à l'exportation.

Créancier multilatéral : Ce type de créanciers comprend le Groupe de la Banque Mondiale, les Banques régionales de développement et les autres agences intergouvernementales et multilatérales.

Créancier officiel : les créanciers officiels appartiennent au secteur public (les organisations multilatérales et les créanciers bilatéraux officiels en font partie).

Créancier privé : Créancier qui n'est ni un Gouvernement ni un Organisme du secteur public. Il s'agit des investisseurs privés, des banques et autres institutions financières privées, des industriels et autres fournisseurs de biens qui détiennent une créance financière.

Date de valeur pour le créancier : date à laquelle le créancier enregistre le décaissement comme ayant été effectué et/ou enregistré la réception du paiement. C'est la date à partir de laquelle le créancier calculera l'intérêt à percevoir sur un décaissement déterminé.

Dettes décotées : dette acquise à un prix inférieur à sa valeur nominale/ faciale

Défaut de paiement : fait de ne pas honorer les paiements dus au titre du service de la dette. Plus précisément, il y a défaut de paiement lorsque le créancier intente une action en justice pour obtenir le paiement des arriérés. Les conditions constitutives d'un défaut de paiements mentionnés dans le contrat de prêt.

Délai de grâce : période durant laquelle seuls sont échus les intérêts d'un crédit mais pas son amortissement.

Différé d'amortissement : période allant de la date de signature à la date du premier remboursement de principal.

Dettes Publiques : C'est l'ensemble des engagements financiers contractés par un Etat lors d'émissions d'emprunts

Dettes intérieures : montant à une date donnée de l'encours des engagements courants effectifs que les résidents d'un pays ont contracté envers d'autres résidents de ce pays et pour lesquels ils sont tenus de rembourser le principal avec ou sans intérêts et exprimées en monnaie locale.

Dettes extérieures : montant à une date donnée de l'encours des engagements courants effectifs que les résidents d'un pays ont contracté envers des non-résidents de ce pays et pour lesquels ils sont tenus de rembourser le principal avec ou sans intérêts

Echéance : montant du versement périodique à effectuer.

Echéancier : algorithme qui définit, au sein d'une période donnée les dates auxquelles les paiements au titre du service de la dette doivent être effectués. Cet algorithme peut s'appliquer au niveau du prêt et de la tranche et concerne toutes les échéances.

Elément don : est obtenu en faisant le rapport de la différence entre la valeur nominale (VN) et la valeur actualisée (VA) du service, exprimée en pourcentage : $((VN - VA)/VN) \times 100$.

Encours de la dette publique : Montant qui a été décaissé mais qui n'a pas encore été remboursé ou annulé. En d'autres termes, il s'agit du total des décaissements réels moins les remboursements du principal.

Garantie de l'Etat : cas où le service de la dette d'un prêt est garanti par une entité publique d'un pays, cette entité étant distincte de l'emprunteur. Si l'emprunteur ne satisfait pas à ses obligations telles que définies dans l'accord de prêt, l'Administration centrale du pays les honore à sa place.

Opération de portage : L'opération de portage est une opération d'échange de Titre par un autre à maturités différentes afin d'atteindre un volume d'émission donnée.

Opération de syndication domestique : c'est une procédure d'émission à travers laquelle le Trésor Public émet une valeur de Trésor par l'intermédiaire d'un groupe sélectionné parmi les Spécialistes en Valeurs du Trésor (SVT) membres de son réseau.

Prêt concessionnel : prêt accordé avec des conditions bien plus avantageuses que celles du marché, avec un différé d'amortissement de longue durée et un taux d'intérêt inférieur à ceux du marché.

Réaménagement de la dette : opération qui est entreprise conjointement par un créancier et un débiteur et qui entraîne une modification du profil du service de la dette en vue d'en atténuer la charge. Un réaménagement englobe les opérations de remise de dette, de rééchelonnement, de refinancement, de conversion de créances et de remboursements anticipés.

Refinancement : accord par lequel un prêteur ou un Organisme agissant en son nom accepte de financer le service de prêts antérieurs en accordant un nouveau prêt à cette fin. Les conditions dont le prêt de refinancement est assorti ne sont pas nécessairement les mêmes que celles des prêts refinancés

Risque de refinancement : Possibilité qu'un emprunteur ne soit pas en mesure de recourir au refinancement en empruntant pour rembourser la dette existante. Les pays et entités dont la dette arrive à échéance et doit être refinancée pour former une nouvelle dette sont généralement confrontés à ce risque.

Risque de taux de change : Risque que la valeur d'un investissement ou instrument change sous l'effet des fluctuations des taux de change.

Risque de taux d'intérêts : Vulnérabilité des coûts à une hausse des taux d'intérêts, par exemple lorsque les taux variables sont révisés et/ou la dette à taux fixe doit être refinancée ; ou encore, risque que la valeur d'un investissement change par suite de l'évolution du niveau absolu des taux d'intérêt, de l'écart entre deux taux, de la forme de la courbe de rendement ou de toute autre relation de taux d'intérêt.

Service de la dette : Paiements au titre de la dette (amortissement et intérêts) qui arrivent à échéance durant la période en cours.

Soutenabilité de la dette : Elle peut être considérée comme assurée lorsqu'un pays est en mesure de remplir toutes ses obligations actuelles et futures au titre du service de sa dette, sans allègement de dette, ni rééchelonnement, ni accumulation d'arriérés

Stock de la dette : Montant total des emprunts contractés par un Etat (il comprend l'encours et les arriérés).

Taux d'intérêt : montant que le débiteur s'engage à verser par unité de temps pour chaque unité de capital investi.

Valeur actuelle nette (VAN) de la dette : mesure de la dette qui tient compte du degré de concessionnalité. Elle est égale à la somme de toutes les obligations futures au titre du service de la dette existante (principal et intérêts), actualisée au taux d'intérêt du marché. Quand le taux d'intérêt d'un prêt est inférieur à sa valeur nominale, l'écart correspond à l'élément don.

Valeur nominale : montant du principal de la dette restant à rembourser, sans actualisation.



ANNEXES

ANNEXE 1 : EVOLUTION DU STOCK DE LA DETTE (2023-2025)

En Mds FCFA

Libellé	2023	2024	2025
EXTERIEURE	353,75	361,29	529,07
BILATERALE	238,85	241,75	242,35
ARABIE SAOUDITE	46,22	44,66	42,79
ARGENTINE	20,03	20,70	19,04
ANGOLA	13,39	13,83	13,13
AFD	0	0	9,84
CHINE	11,72	11,00	11,71
CT-CONSOLIDES	0,40	0,45	0,43
GUINEE EQUATORIALE	3,59	3,59	3,59
INDE	26,19	27,22	30,61
IRAK	2,83	2,92	2,68
KOWEIT	12,20	12,62	11,40
LIBYE	8,11	8,11	8,11
SERBIE MONTENEGRO	1,16	0,60	0,58
TAIWAN	91,97	95,01	87,38
UAPT	1,06	1,06	1,06
MULTILATERALE	114,90	119,54	286,72
AID/BIRD	73,02	72,33	70,23
BADEA	9,88	9,32	10,11
BDEAC	6,83	6,83	6,83
FAD	9,31	13,97	9,30
FIDA	9,91	10,95	10,30
OFID	5,94	6,14	6,95
FMI FEC	171,71	168,38	173,00
INTERIEURE	547,22	636,04	561,97
AFRILAND FIRST BANK	4,20	4,20	3,86
FMI (DTS)	85,45	85,45	85,45
Autres dettes	1,55	1,55	1,55
BEAC	80,48	80,48	76,73
Bques cciales	8,49	4,84	1,18
Dettes cciales fournisseurs	0,23	0,23	0,23
Dettes sociales	15,26	15,26	15,26
EMIS.TITRES.BONS	10,50	11,11	5,00
EMIS.TITRES OBLIGATIONS	169,33	264,53	372,71
TOTAL	900,97	997,33	1 091,04

ANNEXE 2 : EVOLUTION DE L'ENCOURS ET DES ARRIERES

En Mds FCFA

	2023	2024	2025
Dette publique totale	900,97	997,33	1 091,04
Encours	749,01	821,00	926,26
Arriérés	151,97	176,33	164,78
Dette extérieure	353,75	349,82	529,07
Encours	218,83	195,20	381,33
Arriérés	134,92	154,62	147,74
Dette intérieure	547,22	647,51	561,97
Encours	530,18	625,82	544,93
Arriérés	17,04	21,68	17,04

ANNEXE 3 : EVOLUTION DES ARRIERES

En Mds FCFA

Arriérés	2023	2024	2025
Dettes extérieures	134,92	159,29	147,74
Bilatéraux	128,98	153,15	142,03
Arabie Saoudite		0,19	0,00
Taiwan	91,97	95,01	87,38
Argentine	20,03	20,70	19,04
Chine		5,42	6,19
Angola		13,83	6,96
Inde		1,68	5,86
Energo projekt	1	0	0,58
Koweït		0,21	0
Libye	8,11	8,11	8,11
Guinée Equatoriale	3,59	3,59	3,59
Irak	2,83	2,92	2,68
Courts Termes Consolidés	0,4	0,45	0,43
UAPT	1,06	1,06	1,06
Multilatéraux	5,94	6,14	5,71
OFID	5,94	6,14	5,71
Dettes Intérieures	17,04	17,04	17,04
Autres dettes		1,55	1,55
Commerciale(fournisseurs)	0,23	0,23	0,23
Dettes sociales et autres	16,81	15,26	15,26
Total	151,96	176,33	164,78

ANNEXE 4 : DECAISSEMENTS 2025

En Mds FCFA

Libellé	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Aout	Sept	Oct	Nov	Dec	Total
EXTÉRIEUR	1,86	0,00	0,00	0,02	0,58	0,00	0,00	0,00	0,00	9,84	0,00	0,15	48,57
Bilatérale	1,86	0,00	0,00	0,00	0,58	0,00	0,00	0,00	0,00	9,84	0,00	0,00	12,28
ARABIE SAOUDITE	1,86	0,00	0,00	0,00	0,58	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2,44
AFD	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9,84	0,00	0,00	9,84
Multilatérale	0,00	0,00	0,00	0,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,15	36,29
BADEA	0,00	0,00	0,00	0,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,15	0,17
FIDA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,2	1,2
FMI FEC	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	34,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	34,92
INTERIEUR	1,10	0,00	0,00	65,00	0,00	34,92	15,00	0,00	25,00	10,00	32,03	23,41	166,55
EMIS.TITRES. BONS (BTA)	1,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10,50	11,60
EMIS.TITRES.OTA	0,00	0,00	0,00	65,00	0,00	0,00	15,00	0,00	25,00	10,00	27,03	12,91	154,95
Total général	2,95	0,00	0,00	65,02	0,58	34,92	15,00	0,00	25,00	19,84	32,03	23,56	215,12



ANNEXE 5 : STOCK ET ARRIERES A FIN DECEMBRE 2025

STOCK ET ARRIERES A FIN DECEMBRE 2025					
			En Mds de FCFA		
CREANCIERS	Encours	Arriérés à fin Décembre 2025			Stock à fin DEC 2025
		Principal	Intérêts	Total	
DETTE BILATERALE	100,32	86,11	55,92	142,03	242,35
ARABIE SAOUDITE	42,79	0	0	0,00	42,79
ANGOLA	6,02	7,11	0,00	7,11	13,13
AFD	9,84	0	0	0,00	9,84
ARGENTINE	0	19,04	0,00	19,04	19,04
CHINE	5,52	6,19	0	6,19	11,71
CT-CONSOLIDES	0	0,43	0	0,43	0,43
GUINEE EQUATORIALE	0	3,59	0	3,59	3,59
INDE	24,75	4,84	1,02	5,86	30,61
IRAK	0	2,68	0,00	2,68	2,68
KOWEIT	11,40	0	0	0,00	11,40
LIBYE	0	7,01	1,10	8,11	8,11
SERBIE MONTENEGRO	0	0,58	0	0,58	0,58
TAIWAN	0	33,58	53,80	87,38	87,38
UAPT	0	1,06	0	1,06	1,06
DETTE MULTILATERALE	282,19	5,55	0,00	5,55	286,72
AID/BIRD	70,11	0	0	0,00	70,11
BADEA	10,11	0	0	0,00	10,11
BDEAC	6,83	0	0	0,00	6,83
FAD	9,30	0	0	0,00	9,30
FIDA	10,42	0	0	0,00	10,42
OFID	1,4	5,55	0	5,55	6,95
FMI FEC	173,00	0	0	0,00	173,00
TOTAL EXTERIEUR	381,33	91,66	55,92	147,58	529,07
<i>FMI (DTS)</i>	85,45	0	0	0,00	85,45
<i>AFRILAND</i>	3,86	0	0	0,00	3,86
Autres dettes (Comptes de dépôts)	0	1,55	0	1,55	1,55
BEAC	76,73	0	0	0,00	76,73
Bques cciales titrisées	1,18	0	0	0,00	1,18
Dettes cciales fournisseurs	0	0,23	0	0,23	0,23
Dettes sociales	0	15,26	0	15,26	15,26
EMIS.TITRES. BONDS	5,00	0	0	0,00	5,00
EMIS.TITRES.OTA	372,71	0	0	0,00	372,71
TOTAL INTERIEUR	544,93	17,04	0	17,04	561,97
TOTAL GENERAL	926,26	108,70	55,92	164,62	1 091,04

ANNEXE 6: SERVICE DE LA DETTE 2025

En Millions FCFA

	JANV	FÉVR	MARS	AVR	MAI	JUIN	JUIL	AOÛT	SEPT	OCT	NOV	DÉC	TOTAL
ARABIE SAOUDITE	0	55,58	166,52	0	0	197,68	0	55,58	166,52	0	0	1 107,01	1 748,88
KOWEIT	0	0	0	0	295,58	0	0	0	0	0	295,58	0	591,16
CHINE	0	0	0	0	0	846,18	0	0	0	0	0	338,47	1 184,66
INDE	489,06	0	136,33	0	0	0	487,33	0	507,31	0	0	0	1 620,03
SERBIE	302,93	0	0	0	0	0	302,93	0	0	0	0	0	605,87
S/TOTAL BILATERAL	791,99	55,58	302,85	0	295,58	1 043,86	790,26	55,58	673,82	0	295,58	1 445,49	5 750,60
FMI FRPC	5 567,09	1 075,13	1 108,96	0,97	1 149,30	5 078,91	6 611,77	832,09	674,98	2 249,95	756,86	6 116,54	31 222,55
AID/BIRD	0	0	0	113,62	0	1 045,05	0	0	0	113,62	0	1 045,05	2 317,33
BADEA	53,65	0	0	234,52	0	94,78	54,03	0	0	234,52	0	112,11	783,61
F A D	0	7,08	0	42,69	0	0	0	7,06	0	43,3	0	0	100,13
F I D A	0	20,53	0	219,31	100,05	0	0	20,53	0	219,31	100,05	0	679,77
S/TOTAL MULTILATERALE	5 620,74	1 102,74	1 108,96	611,11	1 249,35	6 218,74	6 665,80	859,68	674,98	2 860,70	856,91	7 273,70	35 103,39
AFRILAND	0	0	0	0	0	0	505,52	0	0	0	0	0	505,52
BEAC	0	0	1 488,16	0	0	1 488,16	0	0	1 488,16	0	0	1 488,16	5 952,64
BQUES CCIALES TITRISEES	316,65	316,65	316,65	316,65	316,65	316,65	316,65	316,65	316,65	316,65	316,65	316,65	3 799,84
Emissions Titres BTA	0	0	200	7 500,00	0	0	96	0	0	0	3 409,00	0	11 205,00
Emissions Titres OBLIG. du Trésor	98,89	2 046,40	71,88	0	10 265,22	761,58	0	2 712,50	4 146,80	6 603,24	1 619,55	1 031,25	29 357,31
S/TOTAL INTERIEURE	415,54	2 363,05	2 076,69	7 816,65	10 581,87	2 566,39	918,17	3 029,15	5 951,61	6 919,89	5 345,20	2 836,06	50 820,31
TOTAL GENERAL 2025	6 828,28	3 521,37	3 488,50	8 427,76	12 126,80	9 828,99	8 374,24	3 944,41	7 300,42	9 780,59	6 497,69	11 555,25	91 674,30

ANNEXE 7 : EVOLUTION DES INDICATEURS

Libellé	2023	2024	2025
Stock de la Dette publique	900,97	997,33	1 091,04
Dette extérieure	342,28	349,82	529,07
Dette intérieure	558,69	647,51	561,97
Service de la dette	58,07	85,04	91,68
Règlement	56,64	84,45	86,73
Extérieur	5,52	7,75	36,66
Intérieur	51,12	76,7	50,07
Produit Intérieur Brut (PIB)	1 594,80	1702,3	1 805,3
Recettes publiques	229,10	256,5	276,07
Recettes intérieures	132,50	158	182,3
Recettes d'exportation	131,40	N/A	N/A
Taux d'endettement <=70%	56,49	58,59	60,44
Dette extérieure/ PIB	22,18	21,22	29,31
Service de la dette (en % des recettes publiques) <=20%	25,40	33,15	33,13
Service de la dette (en % des recettes intérieures propres) <=20%	43,80	52,49	50,29
Service de la dette en devise en % des recettes d'exportation	5,30	N/A	N/A
Part par type de dette : Dette extérieure	37,99	35	48,61
Dette intérieure	62,01	65	51,39
Part de la dette exposée aux fluctuations du taux de change	38	35,7	41,00

ANNEXE 8 : REVUE DES ARRIERES EXTERIEURS

Créancier	Unité	Principal dû (A)	Intérêts de retard (B)	Autre 1 (C)	Total dû (D)= (A+B+C)	Principal non dû (E)	Exposition totale (F)=(D+E)
Angola	USD	7,3	2,3	-	9,6	12,7	22,3
Argentine	USD	10,4	42,4	-	52,8	-	52,8
Irak	USD	2,7	4,0	0,2	6,9	-	6,9
Libye	USD	11,2	2,7	-	13,9	-	13,9
OFID	USD	9,3	1,4	-	10,7	-	10,7
Taïwan	USD	60,0	142,5	23,5	226,0	-	226,0
Guinée équatoriale	XAF	5,1	3,4	-	8,5	-	8,5
UAPT	XAF	2,7	-	-	2,7	-	2,7
Bénin	XAF	0,2	-	-	84,5	-	84,5
Cameroun	XAF	0,6	-	-	306,8	-	306,8
République du Congo	XAF	0,4	-	-	167,1	-	167,1
Côte d'Ivoire	XAF	0,3	-	-	129,6	-	129,6
Mali	XAF	0,1	-	-	67,4	-	67,4
Sénégal	XAF	0,3	-	-	151,8	-	151,8
Tchad	XAF	0,5	-	-	234,9	-	234,9
Togo	XAF	0,4	-	-	191,6	-	191,6
TOTAL		108,7	198,7	23,7	331,1	12,7	343,8

TABLE DES MATIERES

SOMMAIRE.....	2
MOT DU MINISTRE CHARGÉ DES FINANCES ET DU BUDGET	3
SIGLES ET ABREVIATIONS	4
LISTE DES GRAPHIQUES	6
EVOLUTION DES CHIFFRES CLES DE LA DETTE	7
CHIFFRES CLES DE LA DETTE PUBLIQUE (2025).....	8
SYNTHESE DES FAITS MARQUANTS DE LA DETTE PUBLIQUE EN 2025	9
INTRODUCTION.....	10
I- ENVIRONNEMENT MACROECONOMIQUE ET LES FAITS MARQUANTS DE LA GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE.....	13
I.1. Environnement économique et financier international.....	14
Conjoncture mondiale	14
I.2. Environnement économique et financier de la zone CEMAC.....	14
I.3. Environnement économique et financier national et perspectives 2026	15
II- LES OPERATIONS D'EMPRUNTS	17
2.1- Nouveaux emprunts extérieurs	18
2.2- Décaissements sur emprunts extérieurs	18
2.3- Disponible sur emprunts extérieurs	19
2.4- nouveaux engagements intérieurs.....	21
III-STRUCTURE DU PORTEFEUILLE DE LA DETTE PUBLIQUE	23
3.1- Service prévisionnel de la dette publique	24
3.2- Règlements de la dette	25
3.3- Encours de la dette publique	26
3.4- Les arriérés de la dette publique	28
3.5- Stock de la dette	29
3.6- Structure de la dette extérieure	30
3.7- Evolution du stock de la dette par devises	31
3.8- Structure de la dette intérieure	32
IV. DETTES DES ENTREPRISES ET ETABLISSEMENTS PUBLICS	33
4.1- Situation des contributions de l'Etat dans les Organismes Internationaux.....	34
4.2- Dettes des Entreprises et Etablissements Publics	34
4.3- Résultats des Sociétés	35
4.4- Situation des dividendes	36
4.5- Dettes croisées	37

V- INDICATEURS DE COUTS ET RISQUES DU PORTEFEUILLE DE DETTE PUBLIQUE	39
5.1- Coût du portefeuille de la dette publique	40
5.2-Risque de refinancement	40
5.3-Risque de taux d'intérêt	41
5.4-Risque de taux de change	41
5.5-Risque opérationnel	42
5.6-Mise en œuvre de la Stratégie de la Dette à Moyen Terme (SDMT 2025-2027)	42
VI-VIABILITE DE LA DETTE PUBLIQUE	45
6.1- Les Indicateurs de viabilité de la dette extérieure et publique	46
6.2-Ratios d'endettement extérieur	47
6.3-Ratios d'endettement public	48
6.4-Dynamique et trajectoire de la dette publique	48
6.5- Renforcement des capacités	51
CONCLUSION	52
NOTE METHODOLOGIQUE & GLOSSAIRE	55
ANNEXES	60



DUARASSIO MONKOMSE Serge
Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité Publique



Sinclair Geiséric TENDET
Directeur de la Dette et du Portefeuille de l'Etat



Seth Israël ABIEL
**Chef de Service de Gestion de Base de Données et
 de Suivi des Opérations de la Dette**



Patrick Serge DISSALA PINDI
**Chef de Service des Etudes
 Economiques et Financières**



Evelyne Ernestine Olga OLOUAMAT
**Chef de Service des Participations
 et du Portefeuille de l'Etat**



**Guy-Hermas Dieu-Béni-Socrate DJAMAWA-
 ENDJIKPENDO**
**Chef de Service de Négotiation, Renégotiation
 d'Emprunts et Emission de Titres Publics**

- Ministère des Finances et du Budget, Avenue Abdel Gamal Nasser, BP 912 Bangui (RCA), Tel : +236 21 61 38 28 / +236 21 61 41 87
 Site: www.minfb-rca.org / [mail:cabinetmfb@yahoo.fr](mailto:cabinetmfb@yahoo.fr)
- Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
<https://tresor-public.cf>